

LA SEMAINE AFRICAINE



www.lasemaineafricaine.info

N° 4125 du Jeudi 12 Mai 2022 - 69^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06 801.42.03 - 06 945.49.69 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

ARMEE DU SALUT AU CONGO



Le Général s'adressant à la foule à son arrivée à Brazzaville

Le Général Brian Peddle, chef mondial, a séjourné à Brazzaville

(P.13)

POLITIQUE

Le 50^e anniversaire de la mort du Président Fulbert Youlou sous silence (P.3)

MÉDIAS

Philippe Mvouo invite la presse à la responsabilité

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication devant les chevaliers de la plume et du micro.

(P.17)



EDITORIAL

Libre, la presse ?

7 JOURS DE CHAINES EN PLUS TOUT DE SUITE !



REABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS

06 877 92 92
CANALPLUS-AFRIQUE.COM

LES BOUQUETS
CANAL+

TOTALENERGIES EP CONGO

Sensibiliser à la prévention des accidents et maladies professionnels

Dans le cadre de ses engagements en matière de sécurité, TotalEnergies EP Congo avec l'ensemble des entreprises en partenariat d'Unicongo, a célébré la journée mondiale de sécurité et de santé au travail le vendredi 29 avril 2022 à l'espace du trentenaire à Pointe-Noire. Cette année, le thème choisi a été: «Les Règles d'Or: mon engagement, notre Responsabilité».

Célébrée le 28 avril de chaque année, cette journée vise à promouvoir la prévention des accidents et des maladies professionnelles à travers la mise en place de systèmes de sécurité et de santé au travail.

C'est ainsi que TotalEnergies EP Congo en partenariat avec le patronat congolais représenté par Unicongo, a célébré cette journée. Environ 2400 visiteurs se sont succédé sur le site, 46 stands et 38 entreprises exposantes de la place de Pointe-Noire et qui opèrent dans divers secteurs. Et aussi des manifestations avaient eu lieu sur l'ensemble des sites opérationnels à terre et en mer avec des membres du Comité de direction de TotalEnergies EP Congo. Henri-Max Ndong-Nzue, directeur Afrique de l'Exploration-Production de la compagnie TotalEnergies EP Congo a été présent sur deux sites opérationnels dans le cadre de cette journée.

La journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail permet de rappeler aux employeurs, dans le cadre d'un dialogue social, leurs obligations et responsabilités envers leurs salariés en matière de prévention des accidents et maladies survenant sur le lieu de travail ainsi que d'assurer leur sécurité sur les trajets domicile et travail.

Par ailleurs, le but de cette journée est de sensibiliser à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles afin d'en réduire les risques. Pour TotalEnergies EP



Mme Irène Kimpo, cheffe de division hygiène, sécurité, environnement à TotalEnergies EP Congo, pendant la démonstration de radio de survie



La visite des stands



Pendant les jeux

Congo, assurent ses dirigeants, la sécurité est un facteur clé. C'est plus qu'une priorité, c'est aussi partie prenante de ses valeurs. De la sécurité au poste de travail à celle des procédés et des transports, la sécurité s'applique aussi aux collaborateurs qu'à ceux des entreprises partenaires de TotalEnergies EP Congo. TotalEnergies EP Congo agit notamment à travers ses douze règles d'or, afin d'assurer la sécurité au quotidien dans les opérations et sur les sites avec un objectif commun qui est zéro accident mortel. Pour cette journée, les entreprises participantes ont opté pour les douze règles d'or de TotalEnergies EP Congo, notamment: les situations à risques; la circulation, les équipements de protection

individuelle (EPI); les opérations de levage, etc. Madame Irène Kimpo, cheffe de division hygiène sécurité environnement à TotalEnergies EP Congo, a invité tous ceux qui interviennent dans les sites de TotalEnergies EP Congo à montrer leurs engagements personnels au respect des règles d'or qui sont un moyen de prévenir les accidents au poste de travail.

Cela passe par le rappel à tous ceux qui ont participé à cette journée, que leurs engagements personnels garantissent la sécurité des autres.

«Nous avons nos douze règles d'or qui nous guident au quotidien dans notre sécurité proche du travail. La sécurité chez TotalEnergies EP Congo ce n'est pas une priorité seulement, mais c'est une valeur. Car chez nous tout commence par la sécurité», a dit Irène Kimpo.

De son côté, Trevis Sangouet, agent commercial à Socoris, a dit la motivation qui lui a permis de prendre une décision concernant cette journée afin de sensibiliser les gens à se préoccuper de la sécurité de tous.

Les jeunes en pleine formation ont visité certains stands des entreprises qui ont rehaussé l'éclat de cette journée. Des spectacles et des jeux ont terminé cette journée.



MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL (METP)

PROJET D'APPUI AU RESEAU DES CENTRES D'EDUCATION, DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE (ARCEFA)

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Date: 09/05/2022
Nom du Projet: ARCEFA
AAO N°: CCG 1123 Y /08



1. Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel (METP) a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du projet ARCEFA. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre de l'acquisition de mobilier de bureau pour l'équipement des CEFA.

2. Le METP sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de l'acquisition de ce mobilier de bureau pour l'équipement des CEFA et de services connexes.

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Projet d'Appui au Réseau des Centres d'Education, de Formation et d'Apprentissage (ARCEFA). Adresse: Sis impasse entre le lycée technique commercial et le lycée technique industriel 1er mai, CEFA des métiers du bâtiment, froid et climatisation, Brazzaville-République du Congo. Tél: 242 06 625 88 90.

et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres de 9h00 à 16h30.

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de 50 000 FCFA (Cinquante mille Francs CFA) par chèque ou virement exclusivement sur le compte domicilié au CREDIT DU CONGO intitulé projet ARCEFA N° 30011 00020 90000220581 30 contre récépissé.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation des Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 20/06/2022 à 12h00 précises. Les Offres doivent comprendre une garantie de l'Offre pour un montant de 3 % du montant de l'offre du soumissionnaire. Les offres

numériques ne seront pas acceptées

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la cellule POMO impasse entre le lycée technique commercial et le lycée technique industriel 1er mai, CEFA des métiers du bâtiment, froid et climatisation, Brazzaville-République du Congo le 22/06/2022 à 13h30.

8. Les exigences en matière de qualification sont:

- Un catalogue d'origine de l'équipement proposé (à l'exclusion de tout autre);
- Les preuves que le soumissionnaire a réalisé au moins trois marchés similaires en nature et en volume au cours des trois dernières années (joindre des attestations de bonne exécution des maîtres d'ouvrage).
- Les états financiers des trois (3) dernières années signés et paraphés par l'expert-comptable et visés par la Direction Générale des Impôts
- L'attestation d'affiliation à la CNSS
- Le dossier fiscal complet

Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Coordonnateur de la Cellule POMO

Michel MOUANGA

DIPLOMATIE

Jean-Claude Gakosso chez Antonio Guterres

Le ministre des Affaires étrangères, de la francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, a effectué une mission au siège de l'Organisation des Nations Unies où il a été reçu par Antonio Guterres, son secrétaire général. Leurs entretiens ont porté sur le plan de sortie de la crise libyenne conçu par le Président Denis Sassou-Nguesso, président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, ainsi que les relations entre le Congo et les Nations Unies.



Jean-Claude Gakosso et Antonio Guterres

Au moment où le monde entier a le regard rivé sur la guerre en Ukraine avec le risque de jeter dans les oubliettes d'autres crises comme celle de la Libye, le Président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, Denis Sassou-Nguesso, a mandaté le ministre des Affaires étrangères, de la francophonie et des Congolais de l'étranger auprès du secrétaire général des Nations-Unies. Le plan de sortie de la crise libyenne présenté à Antonio Guterres, permet de sensibiliser et d'alerter les Nations-Unies sur une possible détérioration de la situation sur le terrain. Le patron de la diplomatie congolaise a déploré le fait que «la Libye qui après la Conférence de Berlin, avait suscité beaucoup d'espoir, a malheureusement renoué avec les vieux démons de la division. Après les accords de skirates, le pays était parvenu à avoir une situation un peu stable avec Gouverne-

ment d'Union nationale qui dirigeait le pays. A ce jour, la Libye est retombée dans le piège de deux Gouvernements parallèles qui tentent de régenter chacun une partie du pays. Le ministre des Affaires étrangères a expliqué au secrétaire général des Nations Unies, les raisons de l'organisation des élections générales: présidentielle et parlementaire. Et le Parlement qui siège Tabrouk s'est vu obligé d'élire un nouveau Premier ministre, en la personne de Fathi Bachagha qui n'a pas toujours l'assentiment des pays membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies excepté la Russie. Jean Claude Gakosso a justifié la démarche du Président Denis Sassou-Nguesso envers le secrétaire général des Nations-Unies par le fait que le président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye veut éviter que «les deux factions en présence qui se regardent en chiens de faïence

et qui sont prêts à en découdre l'une avec l'autre si l'on y prend garde». «Le Président Denis Sassou-Nguesso nous a délégué ici en urgence pour alerter les Nations-Unies et, surtout, pour proposer la mise œuvre de ce qui avait déjà été décidé, à savoir l'organisation d'une Conférence de réconciliation prélude aux élections par l'Union africaine», a déclaré Jean-Claude Gakosso. Et d'ajouter: «L'Union africaine a une feuille de route claire qui s'appuie sur la réconciliation nationale». Le diplomate congolais a rassuré que le secrétaire général de l'ONU adhère totalement à ce schéma proposé par l'Union africaine porté par le Président Denis Sassou-Nguesso.

Il a affirmé que dans les prochaines semaines, «nous allons travailler la main dans la main avec les équipes des Nations Unies ici à New York pour la bonne cause de la paix et de la réconciliation en Libye». En marge de la rencontre avec Antonio Guterres, Jean-Claude Gakosso a été reçu par la représentante permanente des USA aux Nations Unies, Thomas Linda Greenfield. Il a été question de faire le tour d'horizon de la coopération entre le Congo et les Etats-Unis. Tout comme de la crise libyenne et la guerre en Ukraine. La représentante des USA aux Nations Unies a dit la disponibilité de son pays de soutenir le Congo dans divers domaines.

KAUD

POLITIQUE

Le 50^e anniversaire de la mort du Président Fulbert Youlou sous silence

Le 5 mai de chaque année le Congo devrait commémorer l'anniversaire de la mort de Fulbert Youlou, premier Président du Congo indépendant. Aucune cérémonie officielle d'hommage à sa mémoire n'a pourtant marqué cet événement cette année.



Le Président Fulbert Youlou

Personne n'a gravé dans son agenda la date anniversaire du décès du Président Fulbert Youlou. Même les associations et autres fondations qui tentent de perpétuer la mémoire de celui qui est considéré comme l'un des principaux acteurs de l'indépendance du pays, avec Jacques Opangault, Stéphane Tchitchelle et Félix Tchicaya, n'auraient posé aucun acte pouvant retenir l'attention de la communauté nationale. Méprise? Indifférence? Patrie oubliée? Personne ne saurait le dire. Cependant, Télé-Congo dans son journal magazine du dimanche 8 mai 2022, a rappelé le souvenir de l'ancien Président de la République dont le règne à la tête du pays n'a duré que quatre années (de 1959 au 15 août 1963). L'Abbé Fulbert Youlou s'est éteint le 5 mai 1972, d'une maladie hépatique, à Madrid (Espagne). Il y vivait en exil

depuis janvier 1966. Ses parents ont obtenu des dirigeants politiques de l'époque le transfert de sa dépouille mortelle au Congo. Après les tergiversations de certains de ses membres, le Conseil d'Etat, réuni le dimanche 7 mai, a donné son accord par un communiqué lu à la Voix de la révolution congolaise (actuellement Radio-Congo). La dépouille mortelle de l'Abbé Fulbert Youlou, exposée le 11 mai 1972 dans la Cathédrale Sacré-Coeur de Brazzaville, y a été veillée avant la messe de funérailles dite par l'Abbé Roch-Auguste Nkounkou, curé de Saint-Michel de Goma Tsétsé. Pour cet ancien élève du grand séminaire de Yaoundé où il a fait ses études; pour ce prêtre ordonné le 9 juin 1946 à 29 ans (il est né le 7 juin 1917 à Madibou), la politique a été un choix plutôt osé: fondateur de l'UDDIA (Union démocratique de défense des

intérêts africains), Maire de Brazzaville en 1956, député à l'Assemblée nationale territoriale en 1957, ministre de l'Agriculture la même année, Président de la République du Congo en 1959, réélu en mars 1961. Mais le 15 août 1963, à 15h05, les syndicalistes le contraignent à démissionner au terme trois jours de soulèvement populaire. Détenue à Brazzaville, il s'enfuit à Kinshasa. Le gouvernement français lui ayant refusé l'asile politique, l'Abbé Fulbert Youlou choisit de vivre à Madrid. Les anciens présidents de la

République ont été réhabilités par la Conférence nationale souveraine de 1991. Mais les Congolais et, aussi, les pouvoirs publics semblent remettre dans l'oubli collectif la mémoire de ces hommes, que le monopartisme avait déjà tenté d'effacer de l'histoire. L'Abbé Fulbert Youlou, ignoré des dirigeants politiques congolais en dépit d'une statue qu'ils lui ont élevée Place de l'Hôtel de Ville de Brazzaville, repose dans sa maison de Madibou transformée en un mausolée plutôt pitoyable.

Jean ZENGABIO

Editorial

Libre, la presse ?

Nous venons de célébrer la Journée internationale de la liberté de la presse. Et comme tous les ans, nous nous interrogeons sur l'état de cette liberté au Congo. Nous sommes une profession de relative sévérité sur les gouvernants, mais de parfaite complaisance sur nous-mêmes. C'est sans doute pourquoi nous acclamons la généreuse hirondelle qui nous place cette année à la 93^e place mondiale, alors que nous trônions à la 118^e au classement précédent. L'état d'un pays, ce ne sont pas seulement les indicateurs. Et ceux-ci ne peuvent pas rendre compte de la totalité d'une réalité faite de mille et une privations, de mille et une menaces ouvertes ou sournoises, de situations de corruptions à l'intérieur et autour du métier d'informer, d'une appréhension approximative de cette profession. Oui, sur le tableau, nous progressons, mais la profession manque encore d'une attitude d'indépendance assumée et revendiquée.

Or la vraie liberté ne se peint pas sur une attitude de simple revendication. Elle s'assume à l'intérieur de nous, dans le comportement, le combat de toutes les coercitions, des plus alléchantes aux plus austères: une presse libre ne vit pas de «camorra». Flatter le thermomètre n'est pas une manière appropriée si l'on veut faire baisser la fièvre. Un indicateur ne sera vrai que lorsqu'il révélera un état d'esprit, une manière de faire. C'est pourquoi, plutôt que d'applaudir seulement, il nous faut questionner la pratique de notre métier au quotidien.

Le Congo ne compte aucun journaliste en prison. C'est une bonne chose. Mais en attendant que Sel piment retrouve le plein exercice de son activité après sa suspension, nous ne pouvons pas dire que nous ayons brillé par une solidarité à l'épreuve des critiques. Et même aux critiques contre celui dont nous devons conforter le sort. Tant que notre liberté sera celle des seuls indicateurs, il nous faudra revoir les manuels.

La liberté dont j'use pour critiquer les miens, ne doit pas me rendre aveugle sur les avancées réalisées sur un chemin où, il y a de cela seulement 30 ans, une virgule mal placée pouvait valoir des semaines de prison à l'imprudent. Ce journal, vieux de 70 ans, a inauguré bien des geôles d'Etat dans ce pays. C'est pourquoi nous ne pouvons pas applaudir le factice et nous nous attacherons toujours à l'essentiel. C'est pourquoi il salue une initiative de confrères, l'organisation Journalisme, éthique et déontologie (JED) dont nous parlerons longuement dans notre prochaine édition.

Albert S. MIANZOUKOUTA

ROYAUME LOANGO

Le prince Moe Fouty Loemba François, nouveau roi

L'annonce de cette nouvelle a été faite par le président du conseil des dignitaires de Bwali, Yoyo Taty Jean-Baptiste, chef de la délégation des sages du royaume de Loango, qui sont venus rencontrer le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, le 9 mai dernier.

Le roi Moe Makosso IV du royaume Loango s'est éteint le 23 décembre à la Polyclinique internationale de Rabat au Maroc. Il était le 17^e roi et son intronisation a eu lieu le 29 août 2009 à Bilala (dans le Kouilou), succédant ainsi à Moe Tati 1^{er} qui a tiré sa révérence en 2007, en France.

Retraité de l'Agence transcongolaise de communication (ATC), Moe Makosso IV qui est né le 1^{er} mai 1944 à Tchizondi, dans le département du Kouilou, était le premier roi à habiter le nouveau palais royal (Limani-Li-Bwali Diosso) inauguré en 2016.

Le prince Moe Fouty Loemba François a été donc choisi pour succéder à Moe Makosso IV. D'où la visite de quelques membres du conseil des dignitaires de Bwali auprès du Premier ministre pour lui apporter officiellement ce message du royaume de Loango. «Il y a deux mois que nous l'avons choisi. Il est là. Bientôt, il va aller à Bilala pour l'initiation», a expliqué Yoyo Taty Jean-Baptiste, président du conseil des dignitaires de Bwali, au sortir de l'audience.

KAUD

FETE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Firmin Ayessa se réjouit des avancées du dialogue social

A la faveur de la commémoration de la fête internationale du travail, célébrée le 1^{er} mai de chaque année à travers le monde, le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayessa a rendu publique une déclaration. Il se réjouit des actions positives et concrètes du dialogue social. Il estime que c'est au prix du dialogue responsable et constructif qu'ensemble « par notre commun labeur, nous allons bâtir, pour aujourd'hui et pour demain, une société plus juste, plus solidaire, une société de dignité partagée où chacune et chacun ait la capacité et les nécessaires ressorts pour changer individuellement son destin et collectivement celui de la nation ».

Après avoir fait un bref rappel historique de la fête internationale du travail, le ministre a relevé que la fête internationale du travail est célébrée cette année dans un contexte international marqué par les allègements des mesures imposées aux populations et particulièrement aux travailleurs suite à la pandémie de coronavirus. « Dans notre pays, le gouvernement, sous la clairvoyante direction du Président de la République, Chef de l'Etat, a élaboré et mis en œuvre en œuvre le Plan national de développement (PND) couvrant la période 2022-2026. Ce plan vise essentiellement la diversification de notre économie, donc plus de création d'emplois et plus d'espoir pour les travailleurs ».

Il a affirmé que plus de soixante ans après l'indépendance, une frange importante de la population congolaise active reste encore exclue du bénéfice de la sécurité sociale. Le Gouvernement s'emploie à inverser cette situation avec ses partenaires traditionnels: l'Organisation internationale du travail, le Groupe de la banque mondiale, l'Agence française de développement, la Conférence interafricaine de prévoyance sociale et bien d'autres encore. Firmin Ayessa a rappelé par ailleurs qu'au Congo, le dialogue social s'est nourri ces derniers temps de nombreuses actions positives et concrètes qui sous-entendent la réelle volonté politique du gouvernement et de son chef, d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.



Firmin Ayessa

« Autant dire que les défis sont immenses pour les Etats membres qui doivent prendre à bras le corps les problèmes du monde du travail en matière de sécurité et de santé au travail », a souligné le ministre d'Etat. Dans cette optique, engagé dans un processus de ratification d'une trentaine de nouveaux instruments de l'Organisation internationale du travail. Dans cette même veine, « notre pays va se doter bientôt, grâce à l'appui du Bureau Pays de l'OIT pour la sous-région, d'une politique nationale en matière de sécurité et de santé au travail », a-t-il indiqué. « Le Gouvernement a ouvert les

chantiers structurants ci-après: la révision du code du travail; l'actualisation du programme pays pour le travail décent; l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le travail des enfants; la mise en place de la caisse d'assurance maladie universelle (CAMU) », a-t-il rappelé. Pour le ministre d'Etat Firmin Ayessa, l'approfondissement du dialogue social s'avère plus que jamais nécessaire aux fins de donner des réponses idoines aux préoccupations légitimes des travailleurs.

Pascal Azad DOKO

COOPERATION MILITAIRE CONGO-FRANCE

Plus d'une trentaine d'options de coopération conjointe seront menées cette année

La coopération militaire entre le Congo et la France ne souffre d'aucune ambiguïté, pour preuve, le 27 avril 2022 à Brazzaville, le ministre de la Défense nationale, Charles-Richard Mondjo a eu des entretiens avec le général de brigade François-Xavier Mabin, commandant des éléments français basés au Gabon. A l'occasion, l'officier-général français a fait savoir que plus d'une trentaine d'options de coopération conjointe seront menées cette année. Selon lui, « ces actions sont permanentes. Actuellement, il y a



Charles-Richard Mondjo (à dr.) et François-Xavier Mabin (au milieu)

trois actions de formation qui sont en cours : une au profit du Groupement Para-commando (GPC : Notes de la rédaction), une aussi de l'Académie militaire Marien Nguabi (ACMIL-M. NG : Notes de la rédaction), sous forme de montage d'exercices, puis une autre au profit du 32^e Groupement naval », a souligné le général François-Xavier Mabin.

S'agissant des axes de coopération entre les éléments français du Gabon et les Forces armées congolaises, le commandant des éléments français du Gabon a laissé entendre « qu'un plan avait été finalisé en 2021. Il prévoit trois axes forts : le premier sur la formation des formateurs, notamment des cadres, des officiers qui s'appuie sur l'Académie militaire Marien Nguabi ; le deuxième établi dans la durée avec un certain nombre d'unités militaires avec lesquelles ils apprendront à bien se connaître, à travailler ensemble, à échanger, conduire les exercices communs qui seront extrêmement enrichissants pour les éléments français du Gabon ; enfin le troisième axe fort, c'est le volet sécurité maritime et fluviale », a-t-il relevé.

Les éléments français du Gabon, faut-il le rappeler, sont un dispositif opérationnel de coopération. Leur vocation première consiste à mettre à la disposition des onze pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), leur savoir-faire, de manière à améliorer leurs capacités à conduire les opérations, en particulier en matière de paix, de celles de l'organisation des Nations unies (ONU) ou de l'Union africaine (UA).

Alain-Patrick MASSAMBA

l'essentiel des messages des jeunes ont été adressés au Gouvernement : « Qu'il puisse mieux s'occuper de nous. Nous sommes pour la plupart démunis. Que l'Etat puisse créer un peu partout dans le pays des centres d'apprentissages, à l'image de Louvakou, à l'époque, pour être formés à des travaux d'intérêt général. Lorsque quelqu'un a un métier, il peut prendre en charge son foyer. Si cela est fait, nous vous garantissons monsieur le Haut-commissaire, que nous

ne recommencerons plus », ont-ils arsuré. Répondant à ces jeunes, Adolphe Mbou-Maba a simplement pris acte de toutes les doléances, tout en promettant de les transmettre fidèlement à qui de droit. A souligner que des fiches de renseignement d'enquêtes de moralité ont été distribuées aux administrateurs-maires pour un meilleur suivi de ces jeunes.

Equateur Denis NGUIMBI

DELINQUANCE

Adolphe Mbou-Maba invite les jeunes à changer de comportement

La violence en milieu urbain prend des proportions de plus en plus inquiétantes au Congo et surtout dans les grandes villes. Pour réduire ce phénomène, Adolphe Mbou-Maba, haut-commissaire à la justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile, en séjour de travail à Pointe-Noire, a initié du 26 au 30 avril 2022, une série d'échanges directs avec les jeunes dits « bébés-noirs » dissimulés dans les six arrondissements sous le thème : « Un environnement urbain sans violence ». Pour mieux comprendre pourquoi les jeunes ont transformé les quartiers jadis havres de paix en terrains de pugilat et de tuerie, et trouver des solutions pour redonner la quiétude à la population.

Adolphe Mbou-Maba a ouvert son séjour de travail par la rencontre avec les autorités politico-administratives, la Force publique et les chefs de quartiers le mardi 26 avril 2022. C'était dans la salle de mariages de l'hôtel de ville. Le haut-commissaire a organisé ses descentes à Ngoyo, Loandjili, Tié-tié, Mvou-mvou, Mongo-Poukou et Lumumba, réputés comme des fiefs des bébés noirs. Alternant kituba et lingala, il est allé à la rencontre des jeunes délinquants. « Nous nous sommes déplacés

de Brazzaville pour vous rencontrer et discuter avec vous. Chers jeunes, aujourd'hui vous êtes victimes de tout. Vous êtes même le porte étendard de la délinquance juvénile. Vous avez une dénomination spéciale que vous appelez « bébés noirs ». Vous avez là des écuries. Il y a une écurie que vous appelez : « les arabes », il y a une autre qu'on appelle « les américains ». Si vous avez besoin de dénommer vos entreprises, pourquoi vous vous affublez des noms des pays étrangers ? Etes-vous fatigués de porter la



Adolphe Mbou-Maba (au milieu)

nationalité congolaise ? N'êtes-vous pas du tout fiers d'être congolais ? Avez-vous un ami américain ou arabe qui s'est déjà autoproclamé congolais ? Il faut aimer votre pays, même si celui-ci ne vous offre pas tout ce que vous voulez. Il faut aimer votre pays comme vous aimez vos parents qui vous ont donné la vie. Je suis venu échanger avec vous en

vous posant deux questions fondamentales. Pourquoi vous faites tant de mal aux autres citoyens ? Qu'est ce que vous demandez au Gouvernement qu'il fasse pour vous aider à reprendre confiance ? Prenez votre courage car vous êtes des Congolais à part entière. Parlez librement, vous ne serez pas arrêté ». Confiant de cette promesse,

VIE DES PARTIS

Uphrem Dave Mafoula était face à la population de Dolisie

Ancien candidat à l'élection présidentielle et président du parti Les Souverainistes, Uphrem Dave Mafoula a rencontré récemment les populations de Dolisie, département du Niari, dans le cadre de la série des rencontres qu'il a entamées depuis quelques mois. Pour les remercier de leur soutien lors de l'élection présidentielle, mais aussi pour expliquer la nouvelle forme d'opposition qu'il

entend désormais incarner. « Une opposition loyale et audacieuse. Une opposition qui s'harmonise aux réalités des Congolais, qui sera à l'écoute attentive de leurs besoins et qui les défendra contre toutes formes de dérives. Une opposition qui conduira le Congo à l'alternance. Cette opposition ne sera ni excessive, ni extrémiste, mais constructive, s'assurera et restera attachée aux valeurs

fondatrices de la République », expliquait-il. Ce nouveau combat « est celui qui rendra à notre pays la maîtrise de son destin et sa fierté, en réduisant de façon considérable toutes les formes de dépendance dans lesquelles le pouvoir actuel l'a plongée. Le combat de cette nouvelle opposition, avec la vision qui l'accompagne et qui s'impose, garantira à nos enfants que dans un avenir pro-



Uphrem Dave Mafoula

che, ils pourront vivre, grandir et réussir au Congo et être fiers d'être congolais », renchérisait-il.

Le président du parti Les Souverainistes a aussi présenté le nouveau bureau fédéral du parti, dans le Niari. A signaler que cette tournée entamée dans les départements de la Cuvette et de la Lékoumou est, à n'en point douter, la traduction de la vision politique prônée par les Souverainistes, et incarnée par leur leader, dans une volonté de proximité avec le peuple congolais.

KAUD

APRES LES TORNADES QUI ONT SECOUE LA LEKOUMOU

Le Gouvernement au chevet des sinistrés

Le département de la Lékoumou, notamment la commune de Sibiti, les districts de Sibiti et de Zanaga, a été secoué par des tornades qui ont occasionné d'importants dégâts matériels et humains. Afin de porter assistance aux populations meurtries, la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Mme Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma, s'y est rendue du 5 au 8 mai dernier. Tout comme à Mayéyé où elle est allée assister les personnes de 3^e âge. Elle était accompagnée par la préfète du département.

Au total, 119 ménages ont bénéficié d'une assistance à Sibiti où courant les mois de mars et avril, quatre grands sinistres ont été enregistrés causant la mort de deux personnes: une femme de 45 ans et un enfant de 6 ans, à Moulimba, et d'importants dégâts matériels dans six quartiers: Moumoungou, Matimbi, Mampindi, Mvoubou, Moussanda et Moulimba.

C'est de la responsabilité de l'Etat d'aller assister ces populations en leur apportant un réconfort moral. Le principe, une fois de plus, de l'action humanitaire est d'apporter assistance à l'homme pour qu'il vive dans la dignité. D'où l'intérêt de cette mission humanitaire conduite par la ministre Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma dans la Lékoumou. La population de Sibiti a été surprise par une tornade qui a ravagé les toitures des maisons, les murs se sont écroulés et plusieurs objets de maison se sont gaspillés. «C'est avec un grand plaisir que nous vous disons merci pour ce geste humanitaire, de solidarité envers nos populations», a déclaré Alphonse Mbama, maire de Sibiti.

Pour Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma, ce que le Congo vit actuellement, en terme de catastrophes naturelles, est une situation difficile pour le Président de la République, le Gouvernement et la ministre qu'elle est. Elle a rendu homma-

ge à l'ensemble de son personnel des services déconcentrés qui, avec les moyens du bord, est à pied d'œuvre pour aller re-



Le bain de foule

censer ces sinistres qui arrivent au pays. Dans la Lékoumou, il n'y a pas eu des inondations. Ce sont plutôt les tornades qui ont pris le dessus. «Cela n'est pas propre à la Lékoumou», a indiqué la ministre. Et d'ajouter que les départements de la Cuvette et des Plateaux en sont aussi victimes. Elle a fait savoir qu'à Makoua, une bourrasque suivie d'une pluie torrentielle a endommagé des maisons et tué deux personnes le 29 avril dernier. Les dégâts matériels sont importants: toitures emportées, maisons détruites. L'ampleur des dégâts est telle que plusieurs familles se retrouvent sans-

abris. «Ces corps doivent être enterrés. Et nous devons assister les familles éplorées et bien d'autres personnes victimes du sinistre», a précisé la ministre. Pour mieux se faire comprendre, la ministre s'est exprimée en langue locale. Ainsi, chaque ménage a reçu des kits de vivres (riz, sardines, bidon d'huile, sel), de non-vivres (matelas, moustiquaires, draps) et de kits de construction (tôles, pointes, étanchéité). A Mayéyé, l'ambiance était toute autre. La place Molindo était remplie de monde. Certaines personnes portaient les tee-shirts arborant l'effigie de leur future représentante à l'Assemblée nationale. Les bande-



Après la remise des kits, la photo de famille

roles y étaient même affichées. La ministre a été accueillie en grande pompe. En guise d'attachement que ces populations ont pour elle.

Native de Mayéyé, Mme Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa Goma est allée apporter un geste à la fois de charité et de solidarité aux personnes du 3^e âge recensées dans ce district qui compte 24 villages. Ils étaient 150 à bénéficier de l'assistance du Gouvernement.

La préfète de la Lékoumou a remercié le Chef de l'Etat pour ce qu'il est en train de réaliser à travers son Gouvernement. «Dans son programme de société, il avait mis l'action sur le progrès social pour tous dans la solidarité. Je suis très contente que la ministre des Affaires sociales soit venue au nom du Gouvernement apporter cette solidarité aux personnes de 3^e âge», a-t-elle dit.

A signaler qu'un autre convoi composé de vivres, de non-vivres et des kits de construction a été acheminé à Zanaga où 113 ménages vont bénéficier d'une assistance, sous le contrôle d'Eugène Ickounga, directeur de cabinet de Mme la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire.

Cyr Armel YABBAT-NGO

COUP D'OEIL EN BIAIS

Embouteillage à l'arrêt de bus du marché Total

Les chauffeurs de minibus s'embêtent lorsqu'ils arrivent à l'arrêt de bus du marché Total de Bacongo (dans l'arrondissement 2 de Brazzaville) où l'on prend ceux allant dans le sens du centre-ville ou de Moungali. Pendant les heures de pointe, le spectacle qui s'y produit est invivable : circulation embouteillée, bruit des chargeurs de bus, tracasseries des collecteurs de la taxe de stationnement, publicité des petits vendeurs à la criée, klaxons des véhicules et musiques qui créent un réel vacarme.

Un nouveau-né retrouvé vivant dans un bac à ordures à Moukondo

Pendant que certaines femmes passent d'une église à une autre, d'un charlatan à un autre ou d'un gynécologue à un autre, pour chercher à engendrer un enfant, d'autres femmes qui procréent naturellement préfèrent tuer ou se débarrasser de leur sans autre forme de procès. Dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 avril, des passants ont ramassé un nourrisson de sexe masculin dans un bac à ordures vers le commissariat de police de Moukondo, un quartier de l'arrondissement 4 Moungali. Il était encore en vie, heureusement! Ce sont ses pleurs qui ont attiré l'attention des passants, qui ont, à leur tour, informé les agents de la sécurité civile (les sapeurs-pompier). Les sapeurs-pompier ont coupé son cordon ombilical et ont bandé la plaie, puis ils l'ont déposé à l'hôpital Blanche Gomes. Tout le quartier était en émoi. Les gens ne faisaient que maudire la femme qui aura perpétré un tel forfait. Une enquête a été ouverte pour la retrouver.

Occupation anarchique du domaine public autour du Mont Cardinal

L'occupation anarchique du domaine public reste un problème entier dans la capitale congolaise, où des gens défient les autorités municipales. A Djiri, par exemple, précisément au Mont Cardinal Emile Biayenda cédé à l'Eglise catholique dans les années 1990, le désordre règne vraiment. Ce terrain est spolié au vu et au su de tout le monde. Les opérations de déguerpissement des autorités municipales ne produisent pas d'effet; elles sont étouffées dans l'œuf, dirait-on. Faudrait-il que le ministre des Affaires foncières arrive sur les lieux pour rétablir l'autorité du droit sur ce terrain?

La fête du travail n'est plus ce qu'elle était

La fête du travail est presque passée dans l'oubli au Congo. Quelques déclarations syndicales par ci et par-là, un message du ministre en charge du Travail, et la fête s'est arrêtée là. Le foisonnement des syndicats nés dans l'ère démocratique ne semble pas créer un dynamisme nécessaire à la défense des intérêts des travailleurs. Au contraire, ces syndicats donnent l'impression de se neutraliser, quand d'autres sont noyautés par les pouvoirs publics. Le résultat, on le voit : la célébration passe sans éclat particulier, et ceci depuis pratiquement l'ouverture démocratique en 1990. Tout se passe maintenant comme si la fête du travail n'était qu'une fête du monopartisme.

Ouragan et pluie diluvienne emportent les toitures de maisons à Tao-Tao

La pluie diluvienne et l'ouragan du mercredi 4 mai 2022 ont été catastrophiques pour le village Tao-Tao, à plus d'une dizaine de kilomètres de Dolisie, le chef-lieu du département du Niari. Des toitures de maisons ont été emportées, des arbres déracinés et des murs effondrés. Au moins vingt familles se retrouvent sans abris et ont tout perdu. Désseparées, elles ont dû être relogées chez des proches. D'où leur viendra le secours ? Ils scrutent l'horizon.

Environnement : pauvre Université !

On réduit trop souvent la question de l'université à la bourse et à la construction des salles de cours ou des amphithéâtres. Allez voir les campus ou dortoirs! Salubrité? Electricité? Eau courante? Sécurité? Dispensaires universitaires? Finalement, être étudiant au Congo n'est pas un privilège, «c'est un déshonneur et une honte», indique un lecteur qui a regardé un reportage proposé récemment par une chaîne de télévision privée.

Un fabricant de fausse monnaie interpellé à Brazzaville

Un propriétaire de cybercafé fabriquait de la fausse monnaie avec ses outils informatiques. Il se servait d'intermédiaires qui lui faisaient les courses dans les marchés et les boutiques. Cela marchait bien. Mais mercredi 27 avril dernier, un ténancier de la boutique où il avait envoyé son coursier faire ses achats, ne s'est pas fait avoir: un billet de 10000 francs CFA lui a paru suspect. Très vigilant, il a détecté le faux billet et alerté la police. Le garçon pris la main dans le sac a dénoncé le propriétaire du cybercafé. Ce dernier a été interpellé. Comme quoi, il faut faire attention à l'argent qui circule.

CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME EN POLITIQUE

Encourager les femmes à s'affirmer en politique

Le Centre de Promotion de la Femme en Politique (CPFP) que dirige Mme Emilienne Raoul a organisé à l'attention des femmes candidates aux élections législatives et locales de 2022 et d'autres femmes une formation du 3 au 4 mai dernier à Brazzaville. Question de les informer sur les différentes dispositions prises en leur faveur au Congo et de les préparer à affronter les échéances électorales qui auront lieu le 10 juillet prochain.

Le CPFP qui a pour objectif d'inciter les femmes à s'engager en politique n'est pas à sa première session de formation. Il a déjà formé plus de 600 femmes à travers le pays: Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Madingou, Kinkala, Owando, Ouesso, Impfondo et Brazzaville.

Ouvrant la session de formation, la présidente CPFP a rappelé les motifs de création de cet organe. «Nous sommes en 2001 et sortons de cette période trouble de la guerre. Pendant ces différents épisodes sombres de drames humains, nous étions un groupe de femmes qui avons mené des actions pour le rétablissement de la paix. Confortées par cette position de force que nous avons face aux hommes,

nous avons pensé que nous devons continuer cette action sous d'autres formes, à savoir faire la politique auprès des hommes.»

Elle a outre dressé le bref bilan des activités menées. «La seule activité que nous avons conservée est celle de la préparation des femmes candidates aux élections législatives et locales».

A la cérémonie inaugurale qui a eu lieu le 29 avril, l'assistance a suivi deux exposés. Le premier a porté sur les textes pris au Congo pour promouvoir l'émancipation de la femme en politique. Et le deuxième a été axé sur les résultats de la participation des femmes aux élections législatives et locales de 2017. Le conférencier Mbemba a mis à la portée des femmes



Emilienne Raoul et Jeanne Françoise Leckomba Loumeto

des outils juridiques autour desquels elles peuvent construire leur raisonnement pour pouvoir s'affirmer en politique. «La Constitution 2015, en son article 17 garantit la parité, assure la promotion de la femme ainsi que sa représentativité à toutes les fonctions politiques, électives et administratives. Il y a également la loi électorale sur les partis politiques qui définit la représentativité des femmes. Cette représentativité est de 30% aussi bien pour les locales que les législatives. Le Congo

ne veut pas rester en marge de l'effort mondial de l'émancipation de la femme. L'émancipation de la femme ne doit pas seulement s'arrêter à l'école. Il faut créer les conditions pour qu'il y ait un véritable essor de la vocation politique de la femme congolaise», a-t-il délivré. Le CPFP envisage dans les prochains mois organiser une assemblée générale pour élire ses nouvelles instances.

Juvincy BAMB
(Stagiaire)

DIPLOMATIE

L'ambassadeur des États-Unis a visité le Port autonome de Pointe-Noire

En séjour de travail dans la ville océane, le nouvel ambassadeur américain au Congo, Eugene Young a échangé avec le directeur général du Port autonome de Pointe-Noire le jeudi 28 avril 2022. Leurs échanges ont mis l'accent sur la bonne coopération et le partenariat entre le Congo et les États-Unis.

Le diplomate américain s'est dit satisfait des échanges avec les autorités portuaires, se félicitant surtout de la qualité d'une infrastructure qui répond aux standards internationaux.

A l'heure où la coopération sécuritaire est appelée à se renforcer dans le Golfe de Guinée où sont déjà actifs les gardes côtes américains qui luttent contre le piratage maritime, l'ambassadeur s'est dit convaincu que cette coopération ne peut aller qu'en se renforçant.

Le directeur général du Port, Séraphin Bhalat s'est montré confiant. « Nous allons faire beaucoup d'efforts, non seulement pour la modernisation, l'extension de notre port afin d'offrir aux armateurs les capacités d'accueil qui répondent à leurs demandes, mais aussi à faire de telle sorte que notre port soit un port sûr. Et pour cela



Le nouvel ambassadeur avec le DG du Port autonome de Pointe-Noire

nous avons été toujours fiers lors des rencontres avec les collègues d'autres ports. Car je leur dis que nous travaillons et nous sommes accompagnés par les gardes côtes américains. En cela, nous vous adressons tous nos remerciements. Dans notre port, une société privée, Minoco exerce au niveau des céréales, là aussi, nous avons de très bonnes relations, a dit M. Bhalat.

Visiblement satisfait des perspectives qui s'annoncent, M. Eugene Young a

affirmé qu'il y a beaucoup de possibilités pour l'avenir dans ce port. « Je suis satisfait de notre collaboration dans le domaine de la sécurité maritime et je vais

poursuivre notre partenariat Congo-États Unis et améliorer nos relations dans toutes les situations».

Afin de mieux édifier la délégation américaine, une projection sur le Port autonome de Pointe-Noire a été faite. L'ambassadeur et le directeur général du Port autonome de Pointe-Noire ont visité les quais, la société Razel et les minoteries du Congo, Minoco.

Madocie Déogratias
MONGO

COOPERATION

Un projet pour l'insertion des jeunes

Le Congo pourrait rendre opérationnel le projet SCAI (Service civique d'aide à l'insertion), un projet structurant visant à doter le pays d'un outil de formation et d'insertion socio-professionnelle au profit de la jeunesse en situation de fragilité. Il a été défendu par son concepteur, Bruno Clément Bollée, président de la société C2B Afrik, reçu le vendredi 6 mai dernier par le ministre en charge de la Jeunesse, de la formation qualifiante et de l'emploi, Hugues Ngouélondélé.

L'emploi des jeunes occupe le devant de la scène des politiques de développement à l'échelle mondiale, tout particulièrement en Afrique. Les experts ne se retiennent pas pour y mettre en œuvre leurs expériences. C'est le cas du Français Bruno Clément Bollée. En plaidant pour le projet SCAI qu'il propose au Congo, ce général de corps d'armée a fait savoir que son projet « s'adresse à tous les jeunes, filles et garçons, de tous niveaux d'instruction » et que celui-ci « peut accompagner le Congo dans son développement et est déjà opérationnel dans de nombreux pays, notamment Madagascar, la Guinée, la Côte d'Ivoire, Djibouti. » Le projet sera réalisé, à l'en croire, en partenariat avec l'armée pour une formation civile et professionnelle avec une phase d'apprentissage dans un esprit qui repose sur



Bruno Clément-Bollée

la discipline militaire. « Nous mettrons à la disposition dudit projet une équipe congolaise mixte civilo-militaire. La formation professionnelle et le parcours d'insertion sont du ressort de l'expertise civile quand un encadrement militaire assure la maîtrise organisationnelle du SCAI, garantit l'environnement de rigueur

et de discipline nécessaire au succès de son fonctionnement et assure l'acquisition du savoir être. Il faut donc une forte volonté politique, au plus haut niveau de l'Etat, et un encadrement de l'armée », a-t-il soutenu.

Selon lui, ce projet pourrait être un outil pour les Congolais visant à aider la jeunesse dans une formation citoyenne, professionnelle tout en facilitant son insertion et le suivi de cette insertion. « C'est un grand projet qui se fera sur l'ensemble du territoire dans un milieu de rigueur et de discipline qui intéresserait tous les jeunes volontaires. Les résultats attendus dans ce projet sont une aide généralisée au niveau national des grands bailleurs de fonds sollicités par l'Etat pour insérer les jeunes dans la vie active », a-t-il expliqué.

On ignore si le ministre Hugues Ngouélondélé a été conquis par le projet. De l'avis général, il a été présenté de façon convaincante. « Peut-être permettra-t-il de faire barrage à ces rapaces qui profitent de l'oisiveté des jeunes pour les embrigader », a commenté, pour sa part, un cadre de son ministère.

G.-S.M

COTECNA CONFORMITE CONGO

Société à responsabilité limitée unipersonnelle
Capital social: 10 000 000 de Francs CFA.
Siège social: Duplex E1, concession ex-OCER, avenue de l'Émeraude, centre-ville Pointe-Noire, République du Congo
RCCM: CG-PNR-01-2022-B13-00080

AVIS DE CONSTITUTION

1. Aux termes d'un acte portant statuts de la société COTECNA CONFORME CONGO, en date à Pointe-Noire, du 29 mars 2022, reçu le 7 avril 2022 au rang des minutes de Maître Noël Mountou, Notaire à Pointe-Noire, sous le répertoire n° 191/MN/022 et enregistré auprès de la Recette de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Pointe-Noire Centre le 12 avril 2022, sous le numéro 3253, folio 069/83, il a été constitué une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, présentant les caractéristiques suivantes:

• **Dénomination sociale:** COTECNA CONFORMITE CONGO SARL

• **Forme de la société:** Société à responsabilité limitée unipersonnelle

• **Capital social:** Dix millions (10 000 000) de Francs CFA

• **Parts sociales émises:**

-Nombres: 1000

-Valeur nominale: Dix mille (10 000) Francs CFA

-Libération: Totalité de la valeur nominale à la date de la souscription

• **Siège social:** Duplex E1, Concession Ex-OCER, avenue de l'Émeraude, centre-ville, Pointe-Noire

• **Objet social:**

La société a pour objet, au Congo comme à l'étranger, de:

-mener des activités d'essai, de contrôle et d'analyse de divers matériaux industriels, non industriels, matières premières telles que métaux, minéraux, produits chimiques, produits agricoles, huiles végétales ou minérales, matériaux de construction, biens mécaniques, électriques et électroniques, réaliser des études microbiologiques, toxicologiques et de biodisponibilité, fournir des conseils et des formations dans les domaines susmentionnés et, à cette fin, créer des laboratoires d'analyse et les faire approuver par les autorités compétentes;

-Mener toutes opérations de conseil, d'inspection, d'évaluation, d'études techniques qualitatives et quantitative pour son compte ou pour le compte de tiers sur toutes matières premières, brutes, semi-ouvrées, ainsi que sur tous équipements, machines, installations se rapportant au commerce de matières premières;

-Exploiter tout établissement se rapportant aux activités spécifiées, incluant notamment la conclusion de baux, l'acquisition, l'exploitation ou la cession d'équipements, de systèmes, de tous procédés et brevets concernant ces activités;

-participer à toutes sociétés dont l'objet se rapporte aux activités ci-dessus ou pourrait les étendre;

-Et, plus généralement, effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières,

civiles, mobilières ou immobilières, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet, toutes activités ci-dessus énoncées ou toutes activités similaires, annexes ou connexes, et pouvant faciliter, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation de son objet.

2. Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, en date, à Pointe-Noire, du 29 mars 2022, reçu le 7 avril 2022, au rang des minutes de Maître Noël Mountou, notaire à Pointe-Noire, sous le répertoire n° 191/MN/022 et enregistré auprès de la Recette de l'Enregistrement, des Domaines et du

Timbre de Pointe-Noire Centre le 12 avril 2022, sous le numéro 3247, folio 069/77, il a notamment été décidé de nommer, en qualité de gérants de la société, pour une durée de quatre (4) ans:

1. Madame DOLO Huberte Aurelle Virginie, de nationalité congolaise, née à Brazzaville, le 14 novembre 1984, titulaire du passeport n°OA0362550, résident à Ngoyo, vers le poste de police, à Pointe-Noire, République du Congo;

2. Madame Lena SÖDERGREN, de nationalité suédoise, née à Högalid, le 14 août 1968, titulaire du passeport n°97485871, résidant au n°3 rue du Général Leclerc 27100, le Vaudreuil, France.

La société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Pointe-Noire, sous le numéro CG-PNR-01-2022-B13-00080, le 22 avril 2022.

Pour avis,
La Gérance

SOCIETE CIVILE

Le Réseau des dynamiques collectives du Congo en remplacement du PCPA

La fin du PCPA a donné naissance à une nouvelle organisation de la société civile dénommée réseau des dynamiques collectives du Congo. C'est à la faveur d'une rencontre des organisations de la société civile (OSC) regroupées au sein du Programme concerté pluri-acteurs (PCPA)



Les membres du conseil élus

Il s'est agi de faire le bilan sur les forces et les faiblesses du PCPA, d'échanger pour déclarer définitivement sa clôture, définir le cadre global y compris les enjeux du nouveau programme. La rencontre a été placée sous l'égide de Yves LE BARS, président du Comité français pour la solidarité internationale, en présence de Anne Françoise Taisne, déléguée générale de ce comité, les membres du comité de pilotage et l'équipe exécutive du PCPA.

Pour Yves LE BARS, la nouvelle structure doit prendre un bon essor. «Les choses importantes ont été dites et les travaux se sont terminés par une structure qui a des statuts. Nous espérons que l'amitié que vous -avez construite depuis 2008,



Pendant les travaux

date de création du PCPA, aujourd'hui a pris un nouvel envol». Au nom des membres du conseil élu, Anne Marie Nzila, estime que le challenge est à accomplir. «Nous avons beaucoup de défis à relever et comptons sur tous les membres pour y arriver». L'importance de l'aboutissement du résultat a été précisé par Anne Françoise Taisne. «Le forum des dynamiques est une projection vers l'avenir, parce que finir un programme, c'est aussi ouvrir une nouvelle page». Le co-président du comité de pilotage du PCPA, Blanchard Ngouala s'est dit satisfait de la mise en place de la nouvelle entité. «Cela prouve que l'horizon est là. C'est une joie, mais aussi une grande responsabilité dans le changement des comportements, pour que chacun de nous donne le meilleur de lui-même.»



Photo de famille marquant la fin

En mettant en place le réseau des dynamiques du Congo (RDCC), la société civile congolaise vient de franchir une étape importante. L'occasion a permis de préciser les orientations pour accompagner des plans d'action locaux, renforcer les OSC, consolider les dynamiques collectives entre elles, enfin de pérenniser les acquis du PCPA.

Le réseau des dynamiques collectives du Congo va s'appuyer sur la concertation et le dialogue pour trouver des réponses idoines aux enjeux du développement.

Philippe BANZ

FINANCES

Le CNEF sensibilise sur les lois sur l'affacturage et le crédit-bail

Le Comité national économique et financier (CNEF) a organisé les 5 et 6 mai 2022 au siège de la direction nationale de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) à Brazzaville un séminaire de vulgarisation des lois relatives à l'affacturage et au crédit-bail au Congo. Les travaux de ce séminaire ont été clos par le ministre délégué au budget, Ludovic Ngatsé.

Après la promulgation en décembre 2021 des lois sur l'affacturage et le crédit-bail, le CNEF a jugé opportun d'échanger avec les responsables des établissements de crédit sur les deux instruments alternatifs de financement. Ces instruments innovants de financement bancaire sont censés appuyés les petites et moyennes entreprises. Ils ont la spécificité de surmonter les exigences des banques en matière de fonds propres et de garanties mobilières et immobilières.

Pour le 1er adjoint au directeur national de la BEAC, Armel Dieudonné Panzou Bayonne, les lois sur l'affacturage et le crédit-bail représentent une avancée significative dans l'amélioration du climat des affaires au Congo. L'affacturage et le crédit-bail sont deux instruments innovant de financement d'appui aux entreprises notamment les petites et moyennes entreprises (PME) et petites et moyennes industrie (PMI) dans la recherche de financement ou de garantie.

L'affacturage consiste pour une banque ou une microfinance de racheter les créances d'une entreprise auprès d'un autre établissement de crédit. Il permet à

celui-ci de s'assurer rapidement un retour sur investissement et à l'entreprise débitrice d'avoir une meilleure garantie pour apurer sa dette.

Le crédit-bail est une opération financière par laquelle un établissement de crédit finance l'achat d'un équipement professionnel au profit d'une entreprise



Les participants après l'ouverture des travaux

qui va l'acquérir de manière locative avec la possibilité d'en devenir propriétaire après un certain temps.

Avec ces deux instruments financiers, les entreprises en création voire de création récente ou celles en difficulté pourront acquérir rapidement un équipement professionnel



Ludovic Ngatsé au premier plan à droite

crédit à cette nouvelle donne, d'intensifier le partenariat entre les établissements prêteurs et les dispositifs d'accompagnement et de garantie des PME.

A l'issue des deux jours, les participants venus de divers établissements financiers ont salué les initiatives du CNEF dans la mise en œuvre du projet de digitalisation du registre de sûreté mobilières qui contribuera à promouvoir la transparence et le partage d'informations entre prêteurs et emprunteurs.

La mise en œuvre de ces nouveaux instruments de financement implique que les prérequis en termes de ressources humaines et de procédure et de système informatique soit clairement identifiés, a indiqué le ministre délégué au budget, clôturant les travaux du séminaire.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

BANQUE POSTALE DU CONGO

Augmenter le taux de la bancarisation et contribuer à l'inclusion financière...

La cérémonie de la célébration de l'an 10 de la Banque postale du Congo, placée sous le parrainage de Mme Antoinette Sassou Nguesso, épouse du chef de l'Etat, a été célébrée en présence du premier ministre, chef du Gouvernement, Anatole Collinet Makosso et des ministres Léon Juste Ibombo, des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Thierry Lézin Mougalla, de la Communication et des médias, porte-parole du Gouvernement, Arlette Soudan Nonault, de l'Environnement, du développement durable et du Bassin du Congo et Ludovic Ngatsé, ministre délégué au Budget.

Plusieurs invités ont pris part à cette cérémonie qui a eu lieu vendredi 29 avril 2022, au siège de la Banque, au centre-ville de Brazzaville. Trois allocutions l'ont marquée: celles de Calixte Tabangoli, directeur général de la Banque postale du Congo, de Sylvain Lekaka, président du conseil d'administration, directeur de cabinet du ministre délégué en

charge du budget et de Ludovic Ngatsé, ministre délégué au Budget. Tous ces discours ont mis en relief les performances de la Banque postale. Reste à celle-ci de continuer à renforcer sa notoriété.

L'objectif de la célébration de cet anniversaire était de montrer l'engagement et le dynamisme de la Banque postale du Congo qui tient à booster son réseau



Mme Antoinette Sassou Nguesso entourée du premier ministre, de quelques ministres et des responsables de la banque

à travers le pays, en vue de participer à l'augmentation du taux de bancarisation encore faible et contribuer à l'inclusion financière à l'économie nationale. En renforçant ses capa-

cités stratégiques. La Banque postale du Congo offre jusque-là plusieurs produits et services à sa clientèle.

Ph. B.

CONGO-ETATS-UNIS

Ensemble pour améliorer le climat des affaires

Le ministre de la Coopération internationale et du partenariat public-privé Denis Christel Sassou Nguesso s'est entretenu avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo Eugene Stewart Young, le 4 mai 2022, à son cabinet de travail à Brazzaville. Les discussions ont porté sur les questions de développement économique, précisément sur l'amélioration du climat des affaires et la promotion des investissements des Etats-Unis vers le Congo.

Cette rencontre, la première du genre entre les deux personna-



Poignée de main entre les deux personnalités

lité, a permis au ministre de la Coopération internationale de présenter à l'ambassadeur, récemment accrédité, le contexte général du Congo. Denis Christel Sassou Nguesso a donné un aperçu des politiques et programmes mis en place pour assurer l'essor économique et social du Congo. «Nous avons discuté sur les possibilités d'investissement d'autres compagnies américaines au Congo», a précisé Eugene Stewart Young.

E.M.-O

PROJET PRODIVAC

Edifier sur les questions environnementales et sociales

Le Projet de développement intégré de chaînes de valeurs agricoles au Congo (PRODIVAC), sous tutelle du ministère de l'Economie et du plan a organisé du 3 au 5 mai 2022 à Brazzaville une session de formation nationale en expertise environnementale et sociale.

Les participants ont suivi une formation sur la législation nationale en matière de procédures environnementale et sociale, les politiques et procédures de sauvegarde environnementale et sociale; la gestion des déchets générés par les différentes activités du projet qui seront réalisées; la gestion intégrée des pesticides;...

Les défis environnementaux et socio-économiques en lien avec la mise en œuvre du projet seront focalisés autour de la gestion des pollutions, les nuisances et les gênes liés à la réhabilitation des infrastructures et la construction des équipements, la gestion de la biodiversité, la gestion des pesticides et des déchets bio-vétérinaires. Les sous-projets prévus dans le cadre du PRODIVAC doivent être mis en œuvre en conformité avec le plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES).

Pour le coordonnateur adjoint du projet, Dieudonné Marcel Nzemba, le «projet a mis en place un arsenal d'outils techniques de sauvegarde des mesures environnementale et sociale, qui lui permettront d'exécuter les dif-

férents travaux, de prévenir les pollutions et de travailler dans des conditions idéales d'hygiène et de sécurité».

Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture Pascal Robin Ongoka, a souligné à l'ouverture de la formation que les activités annoncées du PRODIVAC, dans les domaines du génie rural, de la production



Vue des participants

végétale, avicole et piscicole, peuvent provoquer des effets négatifs sur les milieux biophysique, social et humain. «D'où il a y a lieu de s'en préoccuper sérieusement».

Le directeur départemental de



Pascal Robin Ongoka

l'environnement des Plateaux Nziengue Gamissimi, a apprécié la formation. «En tant qu'acteur de l'environnement, les enseignements reçus sont nécessaires parce que les différentes activités que va réaliser le

projet auront un impact sur l'environnement. Pour un projet sur l'élevage de la volaille, les excréments de la volaille doivent être valorisés et non être jetés dans la nature. Sinon ces déchets-là vont produire du méthane qui est un gaz à effet de serre». Pour Mme Roseline directrice des ressources halieutiques et de l'aménagement des pêcheries, à la direction générale de la pêche et de l'aquaculture, Blanche Akenzé partage le même avis. Pour rappel, le but de la formation a été de donner aux participants une orientation générale sur la sauvegarde des mesures environnementales et sociales pour les activités inscrites dans le plan de travail à réaliser pendant tout le cycle du projet.

Philippe BANZ

CLOTURE DU PDPAC

Vers le renforcement et la structuration des filières pêche et aquaculture au Congo

Le Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PDPAC), financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) clôture ses activités au 30 juin 2022. A ce propos, un atelier de présentation des résultats auprès des parties prenantes s'est tenu du 28 au 29 avril 2022 à l'hôtel Radisson Blu à Brazzaville, sous la conduite du conseiller à la Pêche et à l'aquaculture du ministre de l'Agriculture, Dieudonné Kissie Kiaqua, en présence du directeur pays du FIDA au Congo, Achancho Valentine.

Présenter aux parties prenantes (pêcheurs, pisciculteurs, Gouvernement et partenaires techniques et financiers) les résultats issus de la mise en œuvre du projet et valider le rapport provisoire d'achèvement des activités produites à cet effet, tel a été l'objectif de cet atelier.

En clair, il s'est agi d'échanger sur l'efficacité du projet, ses impacts, sa durabilité... Pendant 6 ans de mise en œuvre dans les départements de la Cuvette et de la Cuvette-ouest, le PDPAC a contribué à mettre en place des infrastructures et des dispositifs catalyseurs au développement des secteurs de la pêche et de l'aquaculture continentale au Congo. Pour le secteur de la pêche, on note la construction des infrastructures techniques et logistiques du centre communautaire de pêche d'Okombé dans la Cuvette, composées d'un complexe frigorifique fonctionnant à l'énergie solaire, un atelier mécanique dédié à la réparation des hors-bords, une plateforme de transformation de poisson équipée d'un four pour fumage amélioré du poisson, une station de traitement des déchets et d'un forage d'eau. Le projet a également organisé

des formations au profit des communautés de pêcheurs et les a équipées en motos.

Dans le domaine de la pisciculture, le projet a permis de construire deux écloseries accouplées à l'unité de fabrication d'aliment de poisson. Une à Etoumbi (Cuvette-Ouest) et l'autre à Oyo Akondo (Cuvette)



Photo de famille à l'ouverture de l'atelier

pour améliorer le déficit d'approvisionnement en alevins de qualité et en aliment de poisson. Le PDPAC a amélioré les conditions des pêcheurs par la dotation de 74 pirogues et 74 moteurs hors-bords, du matériel de pêche et des caisses isothermes pour la conservation



Le directeur pays du FIDA, au milieu

du poisson. «Les infrastructures mises en place sont des acquis à capitaliser pour l'autonomisation

l'Agriculture, abondant dans le même sens a invité les bénéficiaires et d'autres acteurs à mettre à profit ses résultats, afin de préserver les acquis du projet, en affinant par exemple la structuration de l'interprofession des pêcheurs et des pisciculteurs; en mettant en place des structures de gestion des différentes réalisations; et en s'assurant que l'ancrage du nouveau projet à financer par le FIDA le projet agricole jeunes et entrepreneuriat (PAJE) sur les résultats du PDPAC.

Il a par ailleurs remercié le FIDA pour son appui dans le développement des secteurs pêche et aquaculture. A rappeler que d'un montant prévisionnel de 17 566 667 dollars américains, le budget alloué au PDPAC s'est limité à la seule contribution du FIDA, évaluée à 7 704 000 USD, après suspension des fonds OFID et de contrepartie.

Le représentant du ministre de

des acteurs, le développement des filières pêche et aquaculture au Congo surtout en cette période où le monde est secoué par de nombreuses crises dont celle de la Russie-Ukraine», a exhorté le directeur pays du FIDA.

Le représentant du ministre de

E.M-O

PROJET DURQUAP

Vers un nouveau projet pour poursuivre la restructuration des quartiers précaires

Le projet développement urbain et restructuration des quartiers précaires (DURQuaP) touche à sa fin. Au soir de ce projet, le besoin en aménagement des quartiers de Brazzaville et de Pointe-Noire est plus que vivace dans l'esprit des populations des deux grandes villes du pays. C'est ainsi qu'un nouveau projet, probablement sous une autre appellation, est envisagé pour poursuivre l'expérience du DURQuaP, laquelle a permis de redorer le blason de quatre quartiers précaires: Moukoundzi-Ngouaka et Sukissa à Brazzaville; Mboukou et Tchiniambi 1 à Pointe-Noire. Le Gouvernement du Congo et son partenaire technique et financier la Banque mondiale sont à pied d'œuvre pour négocier un nouveau contrat, afin de maintenir les efforts d'assainissement.



Pendant la réunion du comité de direction

Ces informations ont été données jeudi 5 mai dernier à Brazzaville, à l'occasion de la 6e session du Comité de pilotage (COPIL) du DURQuaP présidé par Ferdinand Sosthène Likouka. L'ordre du jour a porté sur ces points: le rappel des orientations du COPIL, octobre 2021, l'évaluation du PTBA 2021, l'examen du rapport d'activité 2021, la présentation de la note de synthèse sur les activités des plans d'action de réinstallation (PAR), la présentation des activités parcourus dans la période d'extension (18 mai 2021 au 30 juin 2022), la présentation du document confidentiel du PTBA 2022, l'examen et l'adoption du PTBA 2022.

Au cours de ce comité, les membres ont passé au peigne fin le budget exercice 2021 dont l'exécution a été jugée satisfaisante. Ils ont aussi procédé à l'adoption du budget exercice 2022. Si le budget de 2021 était de 16. 393 970 817 FCFA, celui de 2022 est évalué à 18.134 075 256 FCFA. Pour Alain Alfred Eleli, coordonnateur du DURQuaP, si les négociations avec la Banque mondiale aboutissent, les quartiers comme l'Atanaf à Makélékélé et Manianga à Talangaï ainsi qu'à Pointe-Noire, les quartiers juxtaposés à Mboukou et Tchiniambi feront peau neuve.

Marcellin MOUZITA

REINSERTION

Onze Congolais bénéficiaires de l'accompagnement de l'OFII

Le bureau régional de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) basé à Yaoundé au Cameroun a effectué du 19 au 22 avril 2020 une mission en République du Congo, conduite par son directeur, Pascal Chartrez.

Outre ses prérogatives d'accompagnement et d'intégration des étrangers autorisés à séjourner durablement en France, l'OFII a pour mission d'œuvrer à la réinsertion socio-professionnelle des étrangers dans leur pays d'origine. Pour ce faire, elle propose des dispositifs d'aide au retour volontaire ou d'aide à la réinsertion, notamment des étudiants, dont le titre de séjour arrive à expiration. Pour faciliter leur réinsertion ainsi que pour valoriser localement les compétences développées en France, l'OFII met à disposition de ceux qui souhaitent créer une activité économique dans leur pays d'origine, des appuis techniques et financiers en fonction de leurs besoins. C'est ce qui a été fait pour ces 11 Congolais, quatre femmes et sept hommes en procédure de retour volontaire. L'OFII, à travers un comité d'examen pour le financement de leur projet de réinsertion, a siégé sur la question le jeudi 21 avril à l'Institut français du Congo (IFC).

Ces projets économiques prévoient la création des TPE dans les domaines de l'agriculture, des services et du commerce. L'OFII a décidé d'octroyer un financement de 39,8 millions de FCFA à ces porteurs de projets, soit une aide directe d'environ 3,5 millions par bénéficiaire. «La tenue de ce comité de financement traduit une fois encore, la volonté de l'équipe France d'apporter des réponses concrètes à des problématiques complexes telles que la réinsertion dans le pays d'origine et constitue d'autre part pour le Congo, l'opportunité de s'appuyer sur des ressortissants désireux de contribuer au développement du pays après un séjour en France», a souligné Pascal Chartrez.

Un des bénéficiaires, Loïc Itoua, après 6 ans passés en France pour les études supérieures, apprécie le dispositif. «J'étais en fin de séjour en France, étant étudiant j'étais éligible. Depuis là-bas, j'ai été suivi par le Forum des jeunes entreprises du Congo pour l'élaboration et la faisabilité de mon projet. Il porte sur la commercialisation des produits agricoles dans les marchés domaniaux de Pointe-Noire», a-t-il dit. Paul Kampakol, responsable du Forum des jeunes entreprises du Congo a indiqué: c'est pour la première fois que le comité se réunit à Brazzaville.

Outre la réunion en salle, l'équipe de l'OFII s'est déployée sur le terrain pour s'imprégner de l'évolution des projets précédemment soutenus. Depuis la mise en place de ce dispositif d'aide au retour volontaire en 2012, 55 Congolais ont déjà bénéficié de ce soutien pour un montant total de 194 millions de FCFA, générant ainsi 79 emplois directs.

Germaine NGALA

GABON

Les banquiers de l'Afrique centrale ont débattu du financement des économies post-COVID-19

Les professionnels des établissements de crédit qui regroupent les banquiers des six pays membres de la CEMAC ont tenu du vendredi 6 au samedi 7 mai 2022 à Libreville, la capitale politique du Gabon, la première édition des « Journées du banquiers de la CEMAC ». La rencontre a été consacrée à la relance des économies dans la sous-région après la pandémie de COVID-19.

Au-delà du thème susmentionné, les banquiers ne veulent plus que dans les années à venir, les pays de l'Afrique centrale, riches en matières premières, cherchent des financements hors du marché CEMAC. Malgré la crise des matières premières de 2014 et la pandémie



La plupart des banques de l'Afrique centrale affichent des résultats records

de COVID-19, la plupart des banques de la zone CEMAC affichent des résultats records. Certaines réalisent parfois jusqu'à 100% de bénéfice.

La fédération des associations professionnelles des établissements de crédit suggère que les pays recourent aux banques lo-

cales pour financer leurs projets de développement. Ainsi, pour Waidi Loukoumanou, président de la fédération, les banques de la sous-région ont les ressources qu'il faut. « Nous disposons dans la zone CEMAC de toutes les ressources qu'il faut pour financer l'ensemble de l'économie

de la sous-région. Nous avons les ressources, nous avons les instruments, nous avons les hommes qu'il faut pour davantage participer au financement de nos pays ». Lors du lancement des travaux, Nicole Lydie Roboti Mbou, ministre gabonaise de l'économie, a fait savoir que « nous ne pouvons pas ne pas faire confiance aux banques de nos zones. Nous devons aujourd'hui nous tourner vers l'intérieur. Nous pensons que nous devons en tant qu'autorité monétaire les encourager à continuer dans ce sens ».

A noter que les banques en Afrique centrale sont, certes, réputées d'être en surliquidité, mais sont aussi reconnues pour leur grande prudence. Elles ne sont pas du tout promptes à débloquer des fonds.

Gaule D'AMBERT

TCHAD

Ce qu'il faut, pour mieux loger les personnes démunies

Construire un habitat durable en Afrique au sud du Sahara demeure un casse-tête. Cette préoccupation était au centre du congrès de l'Ordre national des architectes tchadiens, samedi 7 mai dernier à N'Djamena, la capitale politique. Plusieurs membres de la conférence des Ordres des architectes de l'Afrique centrale, une sous-région où nombre d'habitants ont les mêmes problèmes de logement y ont pris part. La question principale était : comment faire pour que les plus pauvres parviennent à mieux se loger ?



Après la rencontre de N'Djamena

Après la rencontre de N'Djamena, il faut entendre un habitat adapté au milieu pour lequel on le conçoit, qui est accessible au plus grand nombre du point de vue du coût, et qui a quand même une certaine durée de vie parce qu'on ne construit pas pour que demain

ça s'envole », a-t-il indiqué. Hayatte Abdérahim Ndiaye, président de l'Ordre des architectes du Tchad, estime pour sa part, qu'« il y a énormément des solutions, à part la terre, évidemment, qui est la matière par excellence. Il y a le

bois, il y a la paille que nous connaissons et il y a la pierre ». Antoine Bokolojou, président de la conférence des architectes de l'Afrique centrale, lui, s'interroge sur : « comment faire pour innover dans ce qui existe déjà ? ». Pour lui, il faut encourager tout ce qui peut concourir à ce que les Africains construisent à moindre coût. « Vous savez qu'importer coûte très cher. Voyez-vous ? il y a beaucoup de choses qu'on peut faire pour qu'on ait des constructions qui nous permettent de vivre bien dans nos pays » a-t-il souligné.

In fine, pour réaliser un tel projet, les architectes africains à N'Djamena, ont plaidé pour que les politiques privilégient les compétences locales. « Ils vivent en Afrique et peuvent mieux cerner les problèmes du continent », estiment-ils.

G. D'AMBERT

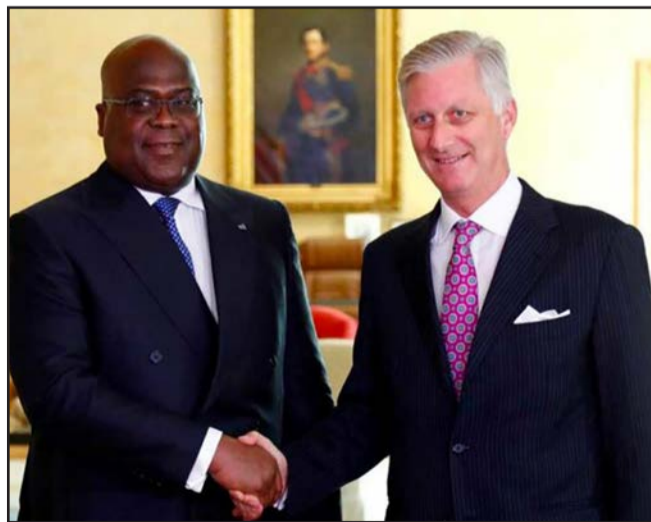
RD CONGO

Le roi des Belges visitera le pays en juin prochain

Le roi des Belges se rendra en visite officielle en République démocratique du Congo en juin prochain sur invitation du Président Félix Tshisekedi Tshilombo. Ce sera sa première visite dans ce vaste pays d'Afrique centrale, par ailleurs ancienne colonie belge, depuis qu'il a succédé à son père Albert II en 2013.

Un communiqué du palais royal de Bruxelles indique une visite d'une semaine. Notamment entre le 7 et le 13 juin prochain. Le couple royal (Philippe et Mathilde) sera accompagné du Premier ministre Alexander Croo et d'une forte délégation d'entrepreneurs belges.

Des analystes estiment que ce sera pour la Belgique un événement de premier plan. Dans la capitale belge, on croise les doigts du fait que, c'est la 4^e tentative de cette expédition royale



Félix Tshisekedi et le roi Philippe (photo d'archives)

qui a longtemps avorté. La première intention du roi Philippe aurait été de se rendre à Kinshasa pour la commémoration du 60^e anniversaire de l'indépendance en juin 2020.

Ceci 10 ans avant la visite du roi Albert II. Depuis, tout s'est ligé pour empêcher cette visite. Tout d'abord, le voyage a été reporté pour cause de pandémie de Covid-19, puis la guerre en

Ukraine.

Il semble que cette fois-ci sera la bonne. Le roi des Belges a dans son agenda : Kinshasa, Lubumbashi dans le Katanga, Kivu, Bukavu où une rencontre avec le prix Nobel de la paix, le docteur Denis Mukwege, dit « Réparateur des femmes », pourrait avoir lieu.

Le communiqué de la présidence congolaise évoque un voyage qui marquera l'excellence des relations entre la Belgique et la RDC.

Il faut signaler que l'élection de Félix Tshisekedi à la tête de la RDC a marqué le début d'une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays. L'exemple des « profonds regrets » exprimés en 2020 par le roi Philippe pour les « actes de violence et de cruauté » commis au Congo à l'époque coloniale en est une illustration.

G. D.

MAROC

Les nonuplés maliens ont fêté leur première année

Un an après leur naissance, tout le monde se porte bien ! Ces nonuplés du Mali, cinq filles et quatre garçons nés d'une même grossesse par césarienne, le 4 mai 2021 à Casablanca, au Maroc dans une clinique privée ont fêté leur premier anniversaire. C'était le mercredi 4 mai dernier. Leur naissance fut une première mondiale, certaines personnes ont cru à un canular, mais les nonuplés du Mali ont fêté leur premier anniversaire. La naissance des bébés dits nationaux fut considérée comme un canular



Le couple Arby et leur neuf bébés

par certaines personnes, tandis que la grossesse de la maman était hors norme, et à très haut risque pour la santé de Halima Cissé, de Tombouctou, comme celle des enfants nés à six mois de grossesse.

Certains parmi eux ont passé plus de trois mois en couveuse avec des moments de grande inquiétude pour leur survie. Cependant une année après, ces nonuplés ont bien grandi. Présentement, ils découvrent les joies de l'exploration à quatre pattes, et certains s'élancent, et tentent leurs premiers pas.

« C'est le moment le plus difficile où ils ont besoin de beaucoup d'attention. Quand ils commencent à bouger, il faut toujours être là. Quand ils commencent à vouloir aller de gauche à droite », a fait savoir Abdelkader Arby, leur père.

Avant cette naissance exceptionnelle, le couple Arby avait déjà une petite fille, Souda, qui se trouve à Tombouctou pendant que sa maman a été transférée à Bamako, puis à Casablanca. Militaire de carrière, le père envisage de séjourner pendant plusieurs semaines à Casablanca avant de retourner travailler au Mali. Et après une année passée au Maroc, la famille des nonuplés compte repartir au Mali, à une date qui n'a pas encore été fixée.

La famille de ses nonuplés continue à être soutenue par le gouvernement malien. A Casablanca, la mère des nonuplés est épaulée au quotidien par l'équipe de la clinique privée Aïn Borja pour s'occuper de ses cinq filles et quatre garçons qui ont fait l'objet de toutes les attentions du pédiatre Khalid Mseif aux premiers temps de leur vie. « Jusqu'à présent, les parents sont toujours aidés. Il y a des infirmières qui viennent les aider, parce que ce n'est pas évident de s'occuper de neuf bébés à la fois. C'est beaucoup de travail. Il faut les nourrir, les câliner. Quand ils sont malades, il faut les suivre. Neuf, ce n'est vraiment pas évident. Mais ça va. Ce sont des enfants qui grandissent normalement. Durant cette année, ils ont les problèmes de santé classiques des nourrissons, des bronchiolites, des bronchites. Durant cette année, ce sont des bébés qui n'ont pas posé beaucoup de problèmes. Et on est vraiment très contents, un an après, de les voir tous là, en bonne santé », a souligné le pédiatre Khalid.

C'est grâce à la mobilisation de plusieurs médecins du Mali et du Maroc que cette issue heureuse a été rendue possible, sans oublier l'intervention des autorités maliennes de l'époque et du roi marocain Mohammed VI qui ont permis à la mère d'être transférée, lors de la période difficile de pandémie de COVID-19.

Alain-Patrick MASSAMBA

**Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n° 01**

**Sélection régionale ouverte n°056/BEAC/DGE-DCBCG/SRO/Ser/2022
du 25 avril 2022 pour la maîtrise d'œuvre en vue de la réhabilitation
du patrimoine immobilier de la BEAC à Berberati**

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite recruter une entreprise spécialisée en vue de la réhabilitation du bâtiment abritant son agence de Berberati. A cet effet, elle invite, par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la sélection sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation -
CGAM, 14 étage, porte 1412
736, avenue Monseigneur Vogt;
B.P.: 1917, Yaoundé - Cameroun
Tél.: (+237) 222 23 40 30; 222 23 40 60,
postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
Fax.: (+237) 222 23 33 29
@: cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse in-

diquée ci-après, au plus tard le mercredi 25 mai 2022 à 12 heures précises (heure de Yaoundé).

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE, 15e étage,
porte 15.01
736, Avenue Monseigneur Vogt –
B.P.: 1917, Yaoundé - Cameroun

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en deux phases.

Les plis administratifs et techniques seront ouverts le mercredi 25 mai 2022 à 13 heures aux Services Centraux de la BEAC, à Yaoundé. Les plis financiers seront ouverts pour les propositions jugées conformes à une date qui sera communiquée ultérieurement.

Yaoundé, le 25 Avril 2022

Le président de la Commission.

ETUDE DE MAITRE Fany A. MATOUMONA-ISSONGO HENRIQUET, NOTAIRE
102, Avenue de France (rez-de-chaussée), Poto-Poto;
Tél.: 06.575.77.77 - 05.615.30.44 - 04.406.91.91
E-mail: matoumona.etude@gmail.com
Brazzaville (République du Congo)

**INSERTION LEGALE
CONSTITUTION DE LA SOCIETE
LUXE PHOENIX S.A.R.L.U.**

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Capital social: 1.000.000 de francs CFA
Siège social: 07 de la rue Ngadziemo, Ouenzé (République du Congo)

Il a été constitué, le vingt-quatre septembre deux mil vingt et un, par devant Maître Fany Amanda MATOUMONA-ISSONGO HENRIQUET, Notaire en la résidence à Brazzaville, soussignée, la Société commerciale ci-après identifiée.

Forme: Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (S.A.R.L.U.);

Dénomination sociale: LUXE PHOENIX S.A.R.L.U., en sigle: LP;

Capital social: 1.000.000 CFA;

Objet social: La société a pour objet social au Congo-Brazzaville, comme à l'étranger:

Commerce de gros et activité intermédiaire du commerce de gros de produits agricoles pour animaux vivants, produits de machines, tracteurs et équipements, production, transformation et commercialisation des produits agricoles, agroalimentaires et industriels; Bâtiment et travaux Publics; Vente des matériaux de

construction; Prestation de service des entreprises; Fourniture bureau et matériels bureautiques; Vente et location véhicule; Restauration et Hôtellerie; Vente de boissons gros et détails; Location conseil et événementielle; Maintenance et installation des réseaux informatiques; Vente et installation des caméras de surveillance.

Et, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Gérance: la Société est gérée par Monsieur MONGO NGOMBE Régis Roland, respectivement nommé gérant de ladite société.

Durée: 99 ans.

Pour avis.

ETUDE DE MAITRE Fany A. MATOUMONA-ISSONGO HENRIQUET, NOTAIRE
102, Avenue de France (rez-de-chaussée), Poto-Poto;
Tél.: 06.575.77.77 - 05.615.30.44 - 04.406.91.91
E-mail: matoumona.etude@gmail.com
Brazzaville (République du Congo)

**INSERTION LEGALE
CONSTITUTION DE LA SOCIETE
CLINIQUE KENAYAH S.A.R.L.**

Société à Responsabilité Limitée
Capital social: 1.000.000 de francs CFA
Siège social: 635 de la rue Bagangoulou, Ouenzé, Brazzaville.

Il a été constitué, le vingt-quatre septembre deux mil vingt et un, par devant Maître Fany Amanda MATOUMONA-ISSONGO HENRIQUET, Notaire en la résidence à Brazzaville, soussignée, la Société commerciale ci-après identifiée:

Forme: Société à Responsabilité Limitée (S.A.R.L.);

Dénomination sociale: CLINIQUE KENAYAH S.A.R.L.;

Sigle: CK;

Capital social: 1.000.000 CFA;

Objet social: La société a pour objet social au Congo-Brazzaville, comme à l'étranger:

- Médecine Général;
- Gynécologie;
- Pédiatrie;
- Ophtalmologie;

- Néphrologie; Cardiologie;
- O.R.L; Stomatologie; Hospitalisation; Chirurgie; Imagerie Médicale; Examens et Laboratoire.

Et, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension au développement.

Gérance: la Société est gérée par Monsieur MVOUNDI-MABIKA Jerry Franck Bruss, respectivement nommé gérant et Madame NGAMI Ariane Glore, Co-gérante de ladite société.

Durée: 99 ans.

Pour avis.

La paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde a fêté ses 55 ans

Il y a 55 ans fut fondée la paroisse Jésus Ressuscité au Plateau des 15 ans dans l'archidiocèse de Brazzaville, devenue quelques décennies plus tard, en mars 2008, Paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde. Pour commémorer l'heureux événement, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque métropolitain de Brazzaville est allé y présider une célébration eucharistique dimanche 24 avril 2022, deuxième dimanche de Pâques, et dimanche de la Divine Miséricorde, coïncidant ainsi avec la fête patronale de cette paroisse confiée aux bons soins des prêtres polonais, du diocèse de Tarnow, fidei donum dans l'archidiocèse.

La communauté paroissiale composée des membres des mouvements d'apostolat vêtus de leur uniforme distinctif, pour certains et de la tenue paroissiale marquant le 55e anniversaire, pour d'autres; des membres non groupés et des bienfaiteurs de tout rang, grade et qualité; a réservé un accueil digne et à la hauteur de l'événement du jour au pasteur de l'Eglise de Brazzaville arrivé pour la première fois dans cette paroisse depuis sa prise de possession canonique, la 12^e sur les 57 que compte l'archidiocèse de Brazzaville, à le recevoir en visite pastorale. Présidée par Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, la messe a été concélébrée par Mgr Andrea Giovita, chargé d'affaires à la Nonciature apostolique du Congo, les abbés Bogdan Piotrowski, curé de la paroisse, Maurice Massengo et Roncali Bakekolo, vicaires paroissiaux, Barthel Christel Gnao, recteur du Grand séminaire de théologie Cardinal Emile

Biayenda, Mathieu Bakanina, doyen des prêtres originaires de la paroisse d'accueil, Reynaud Sylvere Kinzongi, Armand Serge Emmanuel Kiyindou, Charles Mpiaka, prêtres originaires de Jésus Ressuscité, le père Jean Nganga Silaho, curé de la paroisse Sainte Trinité et



M. Clobite Bouka Biona

curé doyen du doyenné Saint Charles Lwanga, etc. Plusieurs personnalités de haut rang dont Mme Inès Nefer



Mgr Bienvenu Manamika B.

Bertille Ingani, ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, M. Alain Milandou, administrateur-maire de Madibou et bien d'autres ont participé à cette messe animée par le chœur de la Miséricorde regroupant les deux chorales paroissiales jumelées: L'Arche de Noé et Sainte Cécile. Au début, M. Clobite Bouka Biona, 1er vice-président du Conseil pastoral paroissial, a prononcé le mot de bienvenue. Il a présenté l'historique de cette paroisse construite au fil de son âge par d'illustres curés, notamment le père Jean Morizur, les abbés Joseph, Adalbert et Bogdan Piotrowski. Au cours de cette messe, dix ministres extraordinaires et plénipotentiers de la communion ont été envoyés en mission, après avoir revêtu leurs aubes



Abbé Bogdan Piotrowski

et reçu les symboles distinctifs de leurs missions auprès des personnes malades et donc en situation de vulnérabilité.



Mme la ministre en procession de sortie de la messe

L'homélie de l'archevêque a consisté en une invite au peuple de Dieu à fréquenter le confessionnal afin de renouer avec le

sacrement de la réconciliation. A l'image du Pape François qui fréquemment se rend au confessionnal, l'archevêque a invité les participants à la messe à se confesser assez souvent et régulièrement pour garder la communion avec leur Dieu et conserver la flamme de leur foi chrétienne allumée. Mgr Bienvenu a dépeint le caractère glorieux du corps de Jésus qui s'est retrouvé à l'intérieur de la maison où se trouvaient les apôtres, dont les portes étaient verrouillées. Il a fait une mise au point sur la période de deuil, conformément à la tradition chrétienne, il s'agit de 40 jours et non 45 jours. Jésus est le maître du ciel et de la terre.

«Le deuxième point, après le corps glorieux de Jésus, c'est la miséricorde divine.» a déclaré l'archevêque de Brazzaville.

La procession des offrandes a été considérable, animée par le chœur de la Miséricorde, symbole de communion avec l'archevêque et au cours de laquelle les chrétiens ont exprimé leur joie et leur liesse de recevoir pour la première fois, celui qui, depuis le 21 novembre 2021, conduit les destinées de l'Eglise de Brazzaville. Vers la fin de la messe, le curé a invité très respectueusement l'archevêque à se rendre devant le tabernacle pour réciter la prière de la Divine Miséricorde composée par le Saint Pape Jean Paul II, en 2000, après avoir institué le dimanche de la Divine Miséricorde qui se célèbre dans l'Eglise universelle, le deuxième dimanche de Pâques. Ensuite a suivi le mot de remerciements du curé qui a exprimé sa gratitude à l'archevêque et au chargé d'affaires de la Nonciature apostolique d'être venus célébrer et concélébrer cette messe marquant la fête patronale paroissiale, aux différentes autorités ayant participé à cette Eucharistie, à tous ses confrères prêtres, au peuple de Dieu pour la présence effective. Dans son ultime intervention, l'archevêque a réitéré les remerciements du curé à l'endroit de Mme la ministre, de l'administrateur-maire de Madibou, de toutes les autorités présentes, de ses confrères prêtres et de tous les participants à la messe à qui il a rappelé deux choses: le corps glorieux de Jésus et la Divine Miséricorde.

Gislain Wilfrid BOUMBA

AVIS DE RECRUTEMENT

Une société spécialisée dans la distribution en République du Congo recherche des candidats pour les postes suivants:

POSTE N°1: Gérant de dépôt de boissons

- Faire preuve de bonne moralité
- Maîtrise de la conduite d'un tricycle Kavaki (en plus pour le poste 2)

POSTE N°2: Vendeur boissons conducteur tricycle Kavaki

Composition du dossier de candidature

- Un curriculum Vitae (CV)
- Une lettre de motivation
- Une copie légalisée du Diplôme
- Casier judiciaire

Niveau d'étude: Niveau d'étude*: Être titulaire d'un BEPC, BAC, BTS, Licence, Maîtrise ou un diplôme équivalent dans les domaines de la gestion des stocks et de la logistique.

Missions:

- Gérer le stock
- Vendre les produits de consommations
- Planifier les livraisons clients
- Gérer une zone commerciale
- Superviser une équipe
- Ordonnancer les approvisionnements chez notre fournisseur.

Compétences et qualités exigées:

- Maîtrise de la gestion de stock
- Gestion de la relation client
- Avoir la connaissance de la langue française, Kitouba et Lingala
- Avoir la rigueur au travail

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse suivante:

- e.mail: bmmrecrutement@gmail.com

- Adresses physiques:
@ Brazzaville:
154 rue Itoumbi – Ouenzé (Croisement Reine Ngalifourou);
Tél: 05 604 01 01
@ Pointe-Noire:

En face de la Maison d'arrêt de PNR chez SONGO Business;
Tél: 05 523 60 23

La date limite de dépôt des candidatures est fixée le 30 juin 2022.

NB: Seuls les candidats présélectionnés par dossier seront contactés pour un test.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une société spécialisée dans la distribution, vente, commerce de gros et de détail en République du Congo recherche des candidats pour le poste suivant:

POSTE: COMPTABLE

Qualification: Cadre

Localisation: Brazzaville

Niveau d'étude:

- BAC+4/5 Comptabilité et Finance ou équivalent;
- 5 ans minimum dans un poste similaire.

Mission générale:

- Organiser, animer, coordonner et contrôler les activités de son service, afin d'assurer au moindre coût et dans les délais prévus, le traitement de l'information financière et comptable.

Fonctions et responsabilités:

- Comptabilité tiers
- Concevoir un tableau de bord
- Établir des déclarations fiscales et sociales
- Réaliser une gestion comptable
- Réaliser une gestion administrative
- Gérer des rapprochements bancaires;
- Traiter la Paie;
- Gérer et effectuer la réconciliation du grand livre des comptes
- Plan comptable et journaux;
- Effectuer la capitalisation et la dépréciation des actifs fixes;
- Traiter la balance des comptes en fin du mois.

Compétences fonctionnelles:

- Comptabilité fiscal, Sociales et Juridiques;
- Capacité à maîtriser ses fonctions, à planifier et réaliser les tâches prioritaires de manière efficace, rapide et productive. Faire face aux imprévus;
- Bonne connaissance de la réglementation comptable SYSCOHADA;

Aptitudes:

- Capacité à s'efforcer de préserver un climat social agréable et à privilégier le dialogue plutôt que l'affrontement;
 - Capacité à communiquer efficacement, de recevoir et de transmettre toute information de façon efficace et cordiale;
 - Capacité à être attentif et à l'écoute de ses collègues et ou collaborateurs;
 - Dynamique, attitude positive et bon sens;
 - Haute discrétion, poste à haut risque;
 - Intégrité, Disponibilité et réactivité.
- Savoir-faire /Savoir-être:
- Bonne élocution;
 - Sens de l'organisation et, savoir prioriser son travail;
 - Savoir respecter les délais, être rigoureux et précis;
 - Savoir faire face à des situations d'urgence.

Composition du dossier de candidature:

- Une lettre de motivation
- Un curriculum Vitae (CV)
- Une copie légalisée des Diplômes,
- Casier judiciaire
- Certificat de Nationalité.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés ou déposés aux adresses suivantes:

- e-mail: bmmrecrutement@gmail.com

- Adresses physiques:
@ Brazzaville:
154 rue Itoumbi – Ouenzé (Croisement Reine Ngalifourou); Tél: 05 604 01 01
@ Pointe-Noire:

En face de la maison d'arrêt de PNR chez SONGO Business;
Tél: 05 523 60 23

La date limite de dépôt des candidatures est fixée le 30 juin 2022 à 15h00.

NB: Seuls les candidats présélectionnés par dossier seront contactés pour un test.

VISITE PASTORALE DE MGR BIENVENU MANAMIKA A NOTRE-DAME DE FATIMA

Les deux conseils félicités pour leur bonne marche selon les normes de l'Eglise

Ayant repris, au retour de Ouesso, son bâton de pèlerin et de pasteur attentif, soucieux du bon état de toutes ses brebis réparties sur l'étendue du territoire sous sa juridiction, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque métropolitain de Brazzaville, était en visite pastorale, les vendredi 18 et dimanche 20 février 2022, à la paroisse Notre-Dame de Fatima de Mpila.

Au cours de sa visite du vendredi 18, l'archevêque s'entretenant avec les deux conseils paroissiaux et l'équipe presbytérale leur a reprécisé les principes cardinaux qui gouvernent la vie de l'Eglise et qui président au bon fonctionnement d'une communauté paroissiale ayant en son sein les deux conseils: pastoral paroissial et pour les affaires économiques.

Présidée par Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, la messe dominicale a été concélébrée par les membres de l'équipe presbytérale dont les pères Constantin Kabasubabu, Ocd, curé; Claver Magloire Itoua Mamy, Ocd; René Lukussa, Ocd; vicaires paroissiaux, etc. Plusieurs personnalités de divers rangs ont marqué par leur présence cette célébration eucharistique, au nombre desquelles, le ministre Jean-Baptiste Ondaye, secrétaire général à la présidence de la République, accompagné de son épouse, René Ganongo, contre-amiral, chef d'Etat-major de la Marine nationale, et bien d'autres.

Au cours de son homélie, l'archevêque a prêché l'unité des chrétiens autour de leurs pasteurs afin de continuer à bâtir dans la paix et la justice leur paroisse. Aussi, le prélat a félicité les deux conseils pour leur bonne marche conformément aux normes en vigueur dans l'Eglise universelle. Il a recommandé aux participants à la messe d'être assidus à la vénération de la Vierge qui est

la mère du Seigneur, la reine de tous les saints et la patronne paroissiale, par la récitation de la prière du chapelet afin qu'elle intercède avec succès dans leurs vies respectives, remédiant par ce fait aux nombreux maux et soucis qui peuvent nuire à leur bien-être aussi bien individuel que collectif. La procession des offrandes



M. le ministre Jean-Baptiste Ondaye et son épouse participant à la messe

remarquablement animée par le chœur formé par les chorales paroissiales en fusion a permis aux chrétiens de témoigner leur sympathie, attachement au pasteur de l'Eglise de Brazzaville qui a foulé le sol de cette paroisse pour la première fois depuis sa prise de possession canonique du siège métropolitain de Brazzaville.

Dans son intervention vers la fin de la messe, le curé de la paroisse a remercié toutes les autorités présentes, ses confrères prêtres, le peuple de Dieu, et surtout, l'archevêque



L'archevêque entouré des concélébrants

d'être venus toucher du bout du doigt les réalités de leur paroisse qui a célébré les 65 ans de son existence le 19 mai 2019. Il a présenté l'histoire de cette paroisse confiée aux pères Carmes, en 1989, par Mgr Barthélemy Batantu, alors archevêque de Brazzaville. «La paroisse Notre-Dame de Fatima qui vous accueille en ce jour est fondée en 1954 par la colonie portugaise vivant au Congo. Les travaux du chantier ont été confiés au père Jean Morizur, de la congrégation des pères du Saint-Esprit, qui en sera le premier coopérateur. Aux origines, cette église était un sanctuaire marial, placée sous tutelle de la Basilique Sainte-Anne du Congo, de 1954 jusqu'en 1976. Elle a acquis son autonomie le 1er janvier 1977, par le décret n°177/EB du Cardinal Emile Biayenda, alors archevêque de Brazzaville. Décret lui conférant du coup le statut d'une paroisse. 12 ans après, soit en 1989, Mgr Barthélemy Batantu, alors archevêque de Brazzaville, signe la passation de la paroisse à l'Ordre des Carmes Deschaux (OCD), sous la responsabilité des pères Marcellino Forcellini, délégué général, qui nommera père Gabriel Serano, comme curé de la paroisse», a déclaré le curé.

Dans son ultime intervention, l'archevêque a réitéré les remerciements du curé et encouragé la communauté paroissiale à aller de l'avant. Il a prié ceux qui le peuvent de transmettre la doléance aux autorités compétentes afin que l'église Saint Louis Rois des Français soit réhabilitée et reconstruite dans les meilleurs délais.

Gislain Wilfrid BOUMBA

VISITE CANONIQUE DE MGR BIENVENU MANAMIKA A SAINTE ANNE DU CONGO

La fidélité de Dieu envers l'être humain mise en exergue

A la veille du premier dimanche de Carême et lors du premier dimanche de Carême de l'année pastorale en cours, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque métropolitain de Brazzaville, a effectué une visite pastorale à la paroisse basilique Sainte du Congo, les jeudi 3, samedi 5 et dimanche 6 mars 2022.

Placée sous l'autorité de l'archevêque de Brazzaville, la messe dominicale a eu pour concélébrants les membres de l'équipe presbytérale paroissiale dont les abbés Donatien Bizabolou, curé-recteur de la basilique Sainte Anne du Congo, Jean Paul Diakondoua Sina, vicaire paroissial, Urbain Loembé, vicaire coopérateur, etc. Le tout sous l'animation de la chorale paroissiale sœur Auxane. Dans la foule des participants à la messe, on pouvait distinguer Mme Emilie Aïssi, vice-présidente du Conseil pastoral paroissial, le colonel Rémy Ayayos Ickounga, bienfaiteur de l'Eglise de Brazzaville et paroissien de Sainte-Anne et bien d'autres venus témoigner leur affection et leur sympathie au pasteur de l'Eglise de Brazzaville qui effectuait sa première visite pastorale et canonique dans cette paroisse octogénaire d'ici quelques années.

Dans son mot de bienvenue, l'abbé Donatien Bizabolou a dépeint la spécificité de cette

eucharistie au cours de laquelle l'archevêque de Brazzaville, au nom de la communion fraternelle vient visiter la portion du peuple de Dieu que l'Eglise lui a confiée. Il a exprimé sa gratitude à l'archevêque pour avoir choisi Sainte Anne pour effectuer sa première visite canonique en ce premier dimanche de Carême de l'année liturgique-C : «Par ma voix, c'est l'immense joie de tous les paroissiens de la Basilique Sainte-Anne, que j'exprime. Comme on dit chez nous «Boyei bolamu», «Soyez les bienvenus». Au terme de cette visite canonique, nous voulons célébrer l'Eucharistie, en apothéose de tout ce que nous avons vécu, comme une action de grâces. Et cette célébration eucharistique vient à point nommé avec le début du carême. La visite canonique, c'est un peu comme le Dieu qui descend pour visiter son peuple. A travers vous, nous voyons donc cette succession apostolique, cette joie de notre pasteur qui vient nous visiter.



L'archevêque entouré des concélébrants

Merci pour votre visite, merci pour tout ce que vous allez nous dire. Et depuis votre installation comme archevêque, c'est la première visite canonique que vous effectuez ici. Et que cela soit comme prémonitoire pour nous, cette première messe au premier dimanche de Carême. Que le Seigneur lui-même, écarte en nous ce qui n'est bon pour le suivre.» C'est l'abbé Rameaux Exaucé Nkouka, stagiaire diaconal à la paroisse Sainte-Anne du Congo, qui a lu l'évangile selon Saint Luc 4, 1-13.

Pendant son homélie, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou a mis en exergue la fidélité

de Dieu envers l'être humain : «Voici trois jours que je suis en visite dans cette paroisse, notre belle paroisse Sainte Anne. Effectivement, comme a su le dire le commentateur, nous avons passé la matinée du jeudi à rencontrer le Conseil pastoral paroissial. Dans l'après-midi, nous avons rencontré les ouvriers apostoliques qui organisent la pastorale de la paroisse. Hier, samedi nous étions avec les mamans et les papas des fraternités dans cette même basilique. Et aujourd'hui, comme le disait le Curé, c'est l'apothéose d'ensemble. Je voudrais dire merci à M. le Curé et à vous tous qui avez participé à ces en-

ANNIVERSAIRE

Laique engagée, Mme Pauline Ayessa a soufflé ses 70 bougies

L'événement a été commémoré le lundi 18 avril 2022, lundi de Pâques, par une messe en l'église Saint Jean-Baptiste de Talangaï, par l'abbé Alexis Tobanguï, curé de la paroisse. Assistés des abbés Christel Barthel Ganao, recteur du Grand séminaire de théologie Cardinal Emile Biayenda, Guy Noël Okamba, coordonnateur national de la Commission épiscopale Juste et Paix, Brice Bikouta, Diany Mountou, Armand Serge Emmanuel Kiyindou, respectivement vicaires et coopérateur; Garry Tisset Nkouéri-Mpio, vicaire à la paroisse Saint Michel de Nganguouoni. L'animation liturgique a été assurée par la chorale Echo du dé-



Mme Ayessa (à droite), accompagnée de sa fille (à g.)

sert, dont l'heureuse jubilaire est membre du comité de soutien depuis 1990. Née le 18 avril 1952, à Makoua dans l'actuel département de la Cuvette, archidiocèse d'Owando, Province ecclésiastique du Nord; Mme Pauline Ayessa a fréquenté l'école primaire Sainte Jeanne d'Arc de la localité; sœur Cécile Josseland, religieuse de la Croix de Chavanod fut sa monitrice. Après ses brillantes études et un long séjour à l'étranger, en compagnie de son époux, Alphonse Ayessa; Mme Pauline Ayessa fréquente la paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï à partir de l'année 1983. Ancienne du trésor qui a fait valoir ses droits à la retraite, elle a concentré toute son énergie et son savoir-faire au service de la paroisse, en assumant avec dévouement et disponibilité les missions qui lui avait été confiées par les différents curés. Elle a exercé aux côtés des curés comme Jean François Bierling en qualité de trésorière du Conseil paroissial, de 1987 à 1999 dans le bureau dirigé par Jean-Jacques Landou; avec le père Jacques Dehais et l'abbé Aristide Milandou comme présidente du Conseil paroissial, de 1999 à 2002; avec les abbés Ernest Ntunta Songo et Jean De Dieu Mianzokona, comme présidente du Conseil paroissial, de 2002 à 2009. Puis, avec les abbés Paul Babindamana et Germain Makouza, de 2009 à 2017, comme vice-présidente du Conseil pastoral paroissial. Il sied de rappeler qu'à partir de 2006, les Conseils paroissiaux sont devenus Conseils pastoraux paroissiaux, en application des dispositions des statuts régissant les mouvements d'apostolat et Conseils paroissiaux dans l'archidiocèse de Brazzaville, signés par Mgr Anatole Milandou, alors archevêque métropolitain de Brazzaville. A ce titre, la présidence du Conseil pastoral est assurée par le curé de la paroisse. Depuis 2017, le Conseil pastoral paroissial a été dissout par l'abbé Alexis Tobanguï qui a mis en place le comité d'organisation du cinquantenaire de la paroisse, agissant en lieu et place du Conseil pastoral. La vice-présidence de ce comité était dirigée par Mme Pauline Ayessa qui continue à en assurer l'intérim.



Mme Pauline Ayessa

Outre ses responsabilités au Conseil pastoral paroissial, Mme Pauline Ayessa a été présidente de la Fraternité Sainte Jeanne d'Arc de la paroisse Saint Jean-Baptiste. Elle est membre de la Fraternité spiritaine et de la Mutuelle catholique pour la solidarité chrétienne (MUCASOC). Soixante-dix ans du don de vie, c'est une grâce. Un anniversaire est un moment important pour se souvenir d'un événement du passé.

Pascal BIOZI KIMINO

«trentiens, à ces échanges. Merci au Conseil pastoral paroissial, à tous. Merci aussi à ceux qui dans l'ombre ont donné des coups de mains pour que ces échanges, ces rencontres, cette proximité, soient opérationnels. Que tout cela soit effectif. Aujourd'hui, premier dimanche de Carême, L'Eglise à travers les textes liturgiques nous rappelle l'importance de la conversion. Autrement dit, l'appel à fixer les yeux sur Jésus-Christ pour se concentrer sur le Christ, à revenir sur sa parole, pour changer nos habitudes, nos mentalités et être spirituellement forts. Dieu

est fidèle. Il n'abandonne pas.» Vers la fin de la messe, le Conseil pastoral paroissial a offert des présents à l'archevêque dont un chandelier qui pourra servir dans l'oratoire de l'archevêché. Ces présents ont été suivis du mot de remerciements du curé-recteur de la Basilique Sainte Anne du Congo. Intervenant en dernier, l'archevêque a réconforté les chrétiens de Sainte Anne à aller de l'avant dans l'œuvre d'évangélisation afin de demeurer des témoins intrépides de la vie chrétienne.

G. Wilfrid BOUMBA

Le Général Brian Peddle, chef mondial, a séjourné à Brazzaville

Le mercredi 4 mai 2022, l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville était pavé aux couleurs de l'Armée du salut. Et pour cause, l'arrivée du chef mondial, le Général Brian Peddle, de nationalité canadienne, en provenance de Londres, accompagné de son épouse, le Commissaire Rosalie Peddle, présidente mondiale des ministères féminins et du major David Williamson, secrétaire privé du général. Ils ont été accueillis à leur descente d'avion par les colonels Eugène et Brigitte Bamanabio, respectivement, chef du territoire de l'Armée du salut au Congo et présidente territoriale des ministères féminins. En présence du staff au complet du Quartier général territorial (QGT) et de nombreux salutistes vêtus de leurs uniformes multicolores venus de toutes les divisions que compte l'Armée du salut au Congo.

Aux sons rythmés de la fanfare territoriale, les salutistes en liesse, ont souhaité une chaleureuse bienvenue à Brazzaville de leur chef. C'est la première visite du Général Brian Peddle au Congo, depuis son élection le 3 août 2018, pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois, succédant ainsi au Général André Cox qui a séjourné au Congo, en septembre 2017, à l'occasion des 80 ans de l'implantation de l'Armée du Salut dans ce pays. L'Armée du salut a été fondée le 2 juillet 1865, à Londres, au Royaume-Uni, par le Général à vie, William Booth. Brian Peddle en est le 21^e Général. La charge du Général s'étend actuellement sur les 131 pays au monde dont certains ne sont pas encore admis comme territoires. Car, pour être élevé au rang de territoire comme l'est le Congo, il faudrait compter au moins dix divisions en son sein.

A son arrivée à Brazzaville, le Général a déclaré: «Je suis venu au Congo pour célébrer notre foi, célébrer Dieu et ordonner 24 nouveaux lieutenants. C'est la première fois que j'arrive au Congo. C'est une grande joie de rencontrer la presse et les salutistes du Congo. La présidente des ministères féminins et moi-même, avons projeté de venir rencontrer les salutistes du Congo, depuis 2020. Mais, la COVID-19 nous en a empêchés. En ma qualité de Général de l'Armée du salut, je suis venu prêcher la Bonne Nouvelle et c'est notre raison d'être à Brazzaville. Notre message sera basé sur l'évangile et la repentance. Aujourd'hui, le monde est secoué par une crise militaire. La situation militaire en Ukraine cause beaucoup de souffrances, et nous préoccupe directement, en tant que salutistes. Les missions premières des salutistes consistent à aider les populations en détresse. Nous avons des officiers en Ukraine et dans les pays voisins, comme la Pologne et la Roumanie qui travaillent d'arrache-pied pour sauver des vies humaines», a souligné le Général Brian Peddle.

Entre autres activités menées pendant cette semaine chargée, le Général a consacré et ordonné, le dimanche 8 mai 2022, en la salle du Cinquantenaire au Plateau des 15 ans, la 22^e promotion des cadets de l'Ecole de formation pour officiers: «Les Messagers de la Réconciliation» (2020-2022), au nombre de 24 dont un couple venu du Gabon. C'était en présence d'une kyrielle d'autorités religieuses, militaires et administratives dont les membres

du Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes du Congo conduits par le président en exercice de cette plateforme chrétienne, le révérend pasteur Juste Alain Gonard Bakoua, de l'Eglise évangélique du Congo (EEC), accompagné de l'abbé Vincent de Paul Malonga, délégué épiscopal à l'œcuménisme, du pasteur Albert Koutia, de l'Eglise évangélique luthérienne du Congo, d'un prêtre catholique orthodoxe. En présence



L'entrée en salle du Général au Conseil d'officiers

de M. Guy Georges Mbacka, ministre de l'Administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, des parlementaires dont Mme Marie-Jeanne Koulobou, députée de la circonscription unique de Boko, et d'autres membres des Corps constitués de la République dont l'ambassadeur du Gabon au Congo, M Bernard Batantou, administrateur-maire de l'arrondissement 4 Mougali, etc. De même, le Général et son épouse ont visité le siège de l'Armée du salut au Congo, c'est-à-dire, le Quartier général territorial. Ils ont aussi présidé le Conseil territorial des officiers du Congo à Kinsoundi; la signature de l'Alliance des cadets avec Dieu; la remise de l'Etoile d'argent aux parents des 24 cadets; les rallyes des hommes, des femmes et de la jeunesse, le festival de musique... Une délégation de 14 salutistes venue du Gabon y a aussi pris part. A cette occasion, le Général Brian Peddle a délivré un message de paix, d'espérance et d'unité, à toute l'assemblée réunie et dans l'après-midi particulièrement, il a adressé un message aux nouveaux officiers en trois mots-clés: la confiance, la consécration et le courage partout où ils seront appelés à servir Dieu.

Au cours des cultes du samedi 7 et du dimanche 8 mai, le Général a enrôlé respectivement, 276 jeunes soldats et 257 soldats seniors. Le culte dominical a été précédé d'un défilé parti du Commissariat de Police du Plateau des 15 ans jusqu'en la



Le Général (3^e de g. à dr.) saluant le passage des délégations lors du défilé

salle du Cinquantenaire en passant par le Pont du Centenaire de la ville de Brazzaville. Le Général, debout sur l'esplanade de circonstance aménagé à cet

effet, a salué le passage devant lui et sa suite de toutes les délégations venues à la fête. Le clou de la manifestation



Le défilé de témoignage du 8 mai

Pool et pour d'autres, à Pointe-Noire et Brazzaville. La visite s'est achevée sur une note de satisfaction générale, le lundi 9 mai 2022, au soir, lorsque le

Général et sa suite ont regagné Londres, après avoir conféré avec les autorités salutistes du Quartier général territorial sur la



Une vue des 24 nouveaux lieutenants

dominicale a été la remise des premières affectations aux 24 nouveaux lieutenants envoyés pour certains dans la Sangha, les Plateaux, la Bouenza, le

via interne de l'Armée du salut au Congo.

Pascal BIOZI KIMINO
et Gabriel DIMONEKENE

Calendrier des activités de la Conférence épiscopale du Congo

Du lundi 7 au jeudi 10 février 2022: Session extraordinaire des Evêques du Congo, à Ouesso;

Dimanche 13 février 2022: Ordination épiscopale de Mgr Gélase Armel Kema, nouvel Evêque de Ouesso;

Du mardi 26 au vendredi 29 avril 2022: Session pastorale des Evêques au Centre interdiocésain des œuvres (CIO), à Brazzaville;

Samedi 30 avril 2022: Journée du Cinquantenaire de la Conférence épiscopale du Congo (CEC), au Centre interdiocésain des œuvres (CIO), à Brazzaville;

Dimanche 1^{er} mai 2022: Clôture du Cinquantenaire de la Conférence épiscopale du Congo, à la Place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

Du 17 au 24 juillet 2022: Assemblée plénière de l'Association des Conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale (ACERAC), à Mongomo, en Guinée Equatoriale;

Du lundi 10 au dimanche 16 octobre 2022: 51^e Assemblée plénière de la Conférence épiscopale du Congo, au Centre interdiocésain des œuvres, à Brazzaville.

Abbé Armand Brice IBOMBO
Secrétaire général

«Je vous donne un commandement nouveau: c'est de vous aimer les uns les autres»

Textes: Ac. 14, 21b-27; Ps 144 (145); Apo 21, 1-5; Jn 13, 31-35

Chers frères et sœurs, en ce cinquième dimanche de Pâques, notre Seigneur Jésus - Christ présente l'amour comme la carte d'identité du chrétien. L'amour est le signe distinctif qui permet de reconnaître le disciple du Christ. L'amour est le trait distinctif de l'homme nouveau, renouvelé à l'image de son créateur (Col. 3,10-14), la messagère de la création nouvelle. Pour Jean, celui qui aime est passé de la mort à la vie (Jn 3, 14s). Il émerge dans la lumière de l'éternité.

Cette loi nouvelle est un don du Christ à ses disciples: «Je vous donne un commandement nouveau». Dans le Judaïsme, on employait volontier le verbe donner à propos de la loi. Combien plus la loi nouvelle est-elle grâce et don? Elle l'est non seulement en tant que révélation d'une qualité d'amour au-delà de tous nos rêves, mais en tant que vocation à vivre cet amour, et en tant que dynamisme et énergie nouvelle infusée dans l'homme et le rendant capable d'un don parfait. Ce don implique pour les disciples une lourde responsabilité. Car c'est à leur fidélité à cette loi que le monde les reconnaîtra pour les disciples du Christ. Ils reçoivent la mission de manifester au monde l'amour qu'ils ont appris et reçu de leur Maître. Trahir le commandement de l'amour, c'est pour eux le trahir, lui: c'est le présenter au monde avec un visage défiguré. L'observer, s'en inspirer toute sa vie, c'est au contraire continuer de le révéler.

Frères et sœurs, comment vivons-nous l'amour aujourd'hui? Etre chrétien ou chrétienne aujourd'hui, c'est aimer comme Jésus. Etre capable d'aimer jusqu'à donner de sa vie pour les autres. Tant que l'on ne parvient pas au sacrifice de son égoïsme, à la souffrance pour le bien de l'autre, on est très loin de Jésus. Loin du commandement de l'Amour que nous donne le Christ, nous sommes portés à faire souffrir les autres pour assouvir nos plaisirs égoïstes qui se résument aujourd'hui dans le pouvoir et l'avoir.

A la suite de Christ, il n'est pas aisé de vivre l'amour dans notre monde aujourd'hui. La persécution, la calomnie, la croix peuvent être le partage de ceux qui vivent dans l'amour. Dans la première lecture, Paul et Barnabé nous en donnent un témoignage. Malgré l'hostilité, ils demandent aux fidèles de Lestre, Iconium et Antioche de Pisidie de tenir bon dans les épreuves. Ces épreuves vécues dans l'amour sont un passage vers le Royaume des cieux. Jean voit dans la deuxième lecture, un ciel nouveau et une terre nouvelle. La Jérusalem nouvelle qui descend du ciel: la demeure de Dieu parmi les hommes. C'est la récompense de ceux qui auront tenu ferme dans l'amour de Dieu manifesté dans le prochain en dépit des vents contraires que nous propose le monde.

Que le Seigneur Jésus Ressuscité nous aide à revenir à notre vocation première, l'amour. Que l'amour inspire toujours nos actions pour un monde plus fraternel.

Abbé Jean OMBELE-OBKANI
Prêtre de l'Archidiocèse d'Owando

LETRE DE FELICITATIONS DE LA CONFERENCE EPISCOPALE DU GABON

A Son Excellence Mgr Daniel Mizonzo, Evêque de Nkayi, Président de la Conférence Episcopale du Congo

En communion avec la Conférence épiscopale du Congo (CEC) qui a commémoré ses 50 ans d'existence, la Conférence épiscopale du Gabon (CEG) a adressé à Mgr Daniel Mizonzo, évêque de Nkayi, président de la CEC, une lettre de félicitations que nous publions ci-après en intégralité.

«Excellence, à l'occasion de la clôture du Jubilé d'Or de la Conférence Episcopale du Congo (CEC), les Evêques du Gabon transmettent leurs salutations cordiales et fraternelles à tous les Evêques de votre Conférence et à toute l'Eglise-sœur qui est au Congo-Brazzaville. Ils se joignent à vous pour louer le Seigneur pour ses merveilles, pour toutes les grandes choses qu'il ne cesse d'accomplir pour vous, et à travers votre Conférence Episcopale, à l'Eglise-Famille de Dieu qui est au Congo-Brazzaville».

Le thème de votre Jubilé, je cite: «La Conférence Episcopale du Congo: 50 ans au service de la mission. "Allez de toutes les nations, faites des disciples" (Mat, 28, 19)», est l'expression de votre engagement sans cesse renouvelé au service de l'Eglise au Congo-Brazzaville et un enrichissement pour l'Eglise universelle. Tout en rendant grâce à Dieu pour tout ce qu'il a fait dans sa Providence au long de 50 années écoulées, les Evêques du Gabon rendent un vibrant hommage à tous vos prédécesseurs de la Conférence Episcopale du Congo, en particulier, le Cardinal Emile Biayenda et tous les Evêques défunts qui ont donné leur vie pour la croissance de la foi au Congo. Que leur dévouement oriente la génération actuelle dans la poursuite du travail accompli jusqu'à présent.

Puisse le Christ ressuscité, par l'intercession de Saint Joseph, donner sans cesse à la Conférence Episcopale du Congo, courage et zèle pour mener à bien, en ce moment de grâce, la mission qui est la sienne.

Libreville, le 30 Avril 2022

Pour les Evêques du Gabon

Abbé Michel-Ange BENGONE OTHOUNGA
Secrétaire-Général

Etude de Maître Brislaine KOUTOU, Notaire
Sise 55, avenue MOE VANGOULA, immeuble SEKOU, marché Plateau, Centre-ville,
Pointe-Noire, téléphone: 06 657 45 55/ 04 433 87 96.

AVIS DE CONSTITUTION GLOBAL-SERVICES CONGO

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 1.000.000 F. CFA

Siège Social: Arrondissement n01 E.P. LUMUMBA, quartier OCH, vers Bolé Bantou
Téléphone: 06 666 84 26/06 634 08 52
Pointe-Noire
REPUBLIQUE DU CONGO

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Brislaine KOUTOU, Notaire, le 04 avril 2022, dûment enregistré le 08 avril 2022, sous le folio 070/4, no 645, il a été constituée une société, ayant les caractéristiques suivantes:

Forme: Société A Responsabilité Limitée.

Objet: La société a pour objet, directement ou indirectement en République du Congo et dans tous autres pays:

- Prestation de services On/Offshore;
- Transit;
- Fourniture matériaux de construction;
- Fourniture équipement général de l'entreprise;
- Mise à disposition du personnel;
- Logistique pétrolière;
- Fourniture équipement et matériel industriels;
- Vente de produits alimentaire et cosmétique;
- Transport et Logistique.

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, se rattachant directe-

ment ou indirectement à l'objet social ci-dessus indiqué, et susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement.

Dénomination sociale: GLOBAL-SERVICES CONGO;

Adresse: Arrondissement E.P LUMUMBA, quartier OCH, vers Bolé Bantou, téléphone: 06 666 84 26/06 634 08 52, Pointe-Noire - République du Congo.

Administration: La Gérance est assurée par Messieurs Duck NZITA PAKA et Samuel Davy Sandler MVEBEBOUANGA, nommés respectivement gérant principal et cogérant, pour une durée de quatre (04) années renouvelables.

RCCM: Elle est immatriculée au RCCM sous le numéro CG-PNR-01-2022-B12-00086.

**Pour avis,
Maître Brislaine KOUTOU,
La Notaire**

ETUDE DE MAITRE Hortense MVINZOU LEMBA, NOTAIRE
05-551-36-01/06-650-53-28
Brazzaville, République du Congo

«SUNU-KEUR»

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au capital d'Un million (1. 000.000) de Francs CFA
Siège social: Route Nationale N°2-SOPROGI, Brazzaville
RCCM: CG-BZV-01-2022-B13-00150
République du Congo

Aux termes d'un acte reçu par Maître Hortense MVINZOU LEMBA, Notaire titulaire d'un office en la résidence de Brazzaville, le sept avril deux mille vingt-deux, il a été constitué, conformément à l'Acte Uniforme portant Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), une Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle dénommée: «SUNU-KEUR», enregistrée à Brazzaville, aux Domaines et Timbres de la Plaine, en date du sept avril deux mille vingt-deux, Folio 064/9 n°1472.

La société a pour objet, en tout pays et plus particulièrement au Congo:

- L'achat et vente des fournitures et consommables bureautiques;
- L'achat et vente des produits d'hygiène et d'alimentation;
- La fourniture des matériaux de construction et la réalisation ou l'exécution des travaux de construction;
- L'événementiel: l'organisation des réceptions, des cérémonies, des spectacles, l'organisation des banquets et cocktails, la disposition du personnel dans les secteurs d'activités (Hôtesse d'accueil et autres);

- Point de vente billetterie;

- Transfert de fonds;
- Bureautique.

Et plus généralement, toutes opérations civiles, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières de quelque nature qu'elles soient, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tous objets similaires connexes ou annexes qui seraient de nature à favoriser son extension ou son développement.

Capital social: Un million (1.000.000) Francs CFA;

Durée de la société: 99 ans;

Siège social: Route Nationale N°2-SOPROGI, Brazzaville, République du Congo;

Gérance: la société est gérée par Madame EKEOW Pascaline Helga Nadia;

RCCM: Sous le numéro CG-BZV-01-2022-B13-00150.

Pour insertion,

Maître Hortense MVINZOU LEMBA

MAITRE NOEL MOUNTOU, NOTAIRE

Titulaire d'une Etude sise à Pointe-Noire, Marché Plateau, à côté de la boulangerie NAJAH,
Rue MPANZOU,
Centre-ville, Tél.: (242) 06.660.81.10;
E-Mail: noelmountounotaire@gmail.com

«SEAOWL ENERGY SERVICES CONGO»

Société Anonyme Unipersonnelle avec Administrateur Général Capital:
10.000.000 FRANCS CFA

Siège social: à l'angle de l'intersection entre l'avenue Linguissi Tchicaya menant vers la Maison d'arrêt et l'avenue Tchicaya U' Tamsi menant vers l'école de Mpita
B.P.: 4 179.

POINTE-NOIRE / REPUBLIQUE DU CONGO

INSERTION LEGALE

Par acte en la forme authentique, en date à Pointe-Noire du vingt-huit mars deux mille vingt-deux, enregistré le onze avril de la même année, Folio 071/3 n° 20351, le Notaire soussigné a reçu le procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique de la société SEAOWL ENERGY SERVICES CONGO SA, dont le siège social est situé à Pointe-Noire, Avenue Charles De GAULLE, immeuble CNSS, Centre-ville.

Aux termes dudit procès-verbal, l'Actionnaire unique a:

- Transféré le siège social anciennement établi à Pointe-Noire, Avenue Charles De

GAULLE, Immeuble CNSS, Centre-ville, désormais à Pointe-Noire, à l'angle de l'intersection entre l'avenue Linguissi Tchicaya menant vers la Maison d'arrêt et l'avenue Tchicaya U' Tamsi menant vers l'école de Mpita;

- Mis à jour les statuts.

Ladite décision a été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire et modification conséquente a été faite le 02 Mai 2022 sous le n° CG-PNR-01-2022D-00240.

Pour avis,

**Maître Noël MOUNTOU,
NOTAIRE**

ETUDE DE MAITRE Hortense MVINZOU LEMBA, NOTAIRE
05-551-36-01/06-650-53-28
Brazzaville - République du Congo

«C02.42»

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au capital d'Un million (1 000 000) de Francs CFA
Siège social: Brazzaville
RCCM: CG-BZV-01-2022-B13-00127
République du Congo

Aux termes d'un acte reçu par Maître Hortense MVINZOU LEMBA, Notaire titulaire d'un Office en la résidence de Brazzaville, le dix-huit mars deux mille vingt-deux, il a été constitué, conformément à l'Acte Uniforme portant Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), une Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle dénommée: «C02.42», enregistrée à Brazzaville aux Domaines et Timbres de la Plaine, en date du dix-huit mars deux mille vingt-deux, Folio 055/5 n°1217.

La société a pour objet en tous pays et plus particulièrement en République du Congo:

- Le développement et l'exploitation de plantations sylvicoles, en vue de l'exploitation, la transformation et la vente du bois, la génération et la vente de crédits carbone.

Et, plus généralement, toutes opérations civiles, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières de quelque nature qu'elles soient, pouvant se rattacher directe-

ment ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tous objets similaires connexes ou annexes, qui seraient de nature à favoriser son extension ou son développement.

Capital Social: Un million (1 000 000) Francs CFA;

Durée de la société: 99 ans;

Siège Social: Les jardins de Baccongo, Lot 50B, Brazzaville, République du Congo;

Gérance: la société est gérée par Monsieur BUCKINX Yann Paul Albert;

RCCM: sous le numéro CG-BZV-01-2022-B13-00127

Pour insertion,

**Maître Hortense MVINZOU
LEMBA.**

ETUDE DE MAITRE ARETA PASCALE STELLA URSULA MOUELLET
Maître Areta Pascale Stella Ursula MOUELLET, Notaire
Tél.: 05 520.40.97/06 969.10.49, etudenotairemouellet@gmail.com

INSERTION LEGALE

Aux termes des résolutions du procès-verbal de l'assemblée générale de l'associé unique portant sur la prolongation du mandat du gérant, reçu en la forme authentique par le Notaire soussigné en date du 11 juin 2019 à Pointe-Noire, enregistré aux domaines et timbres le 19 juin 2019 sous le FO 112/7, N0672.

Il a été procédé à la mise jour des statuts de la société NDOKO, Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle, constituée à Pointe-Noire en date du 09 août 2007 et enregistrée aux domaines le 20 août sous F041/02, N° 101.

Forme juridique: Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle;

Dénomination: NDOKO;

Capital social: Le capital social fixé à 1.5000.000 F. CF, A divisé en 300 parts de 5.000 francs CFA chacune;

Siège social: Le siège social est fixé à Pointe-Noire, quartier Mbotra Raffinerie, B.P.:1815.

Objet social: Le commerce général, l'alimentation, l'import - export, prestation de services on/off-shore, l'hôtellerie, dépôt et débit de boisson. Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous les objets similaires ou connexes.

Durée: quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et du crédit mobilier.

Gérance: la société est gérée et administrée par Monsieur OMOUAN-DINGA Paul.

Dépôt légal: En conséquence, mention en a été portée au Registre de commerce et du crédit mobilier, le 20 juin 2019 sous le N° RCCM CG/PNR/12B537 - 19DA754.

NIU: M2007110001330124.

Pour insertion,
Areta Pascale Stella Ursula
MOUELLET, Notaire.

MAITRE GISCARD BAVOUFEZA-GUINOT, Notaire
30, Avenue Nelson MANDELA (A côté de FOREVER LIVING, non loin de l'Agence Française de Développement), centre-ville Brazzaville
B.P.:15244; Tél.:04 418 20 81/05 540 59 45
Email: etudegiscardbavoufezaguinot@gmail.com
REPUBLIQUE DU CONGO

ANNONCE LEGALE
«MINES ET CARRIERES CONGO»
EN SIGLE MCC S.A.

SOCIETE ANONYME AVEC ADMINISTRATEUR GENERAL
Au capital de DIX MILLIONS (10.000.000) de FRANCS CFA
Siège social: parcelle 120, bloc 30, section T, Mpila Cent fils, Brazzaville.
RCCM: CG-BZV-01-2022-B14-00017 / REPUBLIQUE DU CONGO.

CONSTITUTION

Suivant acte authentique reçu par Maître Giscard BAVOUFEZA-GUINOT, Notaire en la résidence de Brazzaville, le 20 avril 2022 et enregistré au bureau des domaines et du timbre, à Brazzaville, le 26 avril 2022, sous folio 075/60, numéro 1739, il a été constitué une société anonyme présentant les caractéristiques suivantes:

Forme sociale: Société Anonyme avec Administrateur Général régie par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique;
Dénomination: «MINES ET CARRIERES CONGO», en sigle «MCC»;
Capital social: DIX MILLIONS (10.000.000) de FRANCS CFA, divisé en MILLE (1000) actions de DIX MILLE (10 000) FRANCS CFA chacune, numérotées de 1 à 1000, entièrement souscrites, libérées et attribuées aux actionnaires;
Siège social: parcelle 120, bloc 30, section T, Mpila Cent fils, Brazzaville, République du Congo.
Objet social: la société a pour objet en tous pays, notamment dans les Etats parties au Traité OHADA, et plus particulièrement en République du Congo:

*La prospection, l'exploitation, la transformation et la commercialisation des minerais.
Durée: quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation;
Déclaration notariée de souscription et de versement: aux termes d'une déclaration de souscription et de versement reçue par Maître Giscard BAVOUFEZA-GUINOT, le 20 avril 2022 et

enregistrée au bureau des domaines et du timbre à Brazzaville, le 26 avril 2022, sous folio 075/61 numéro 1740, il a été constaté que les actions souscrites ont entièrement été libérées par les actionnaires, conformément aux dispositions légales en la matière.

Administration de la société: aux termes de l'Assemblée Générale Constitutive en date du 20 avril 2022, les actionnaires de la société, agissant en vertu de la Loi et des Statuts, ont décidé de nommer: Monsieur MIAO Junde, de nationalité chinoise, en qualité d'Administrateur Général.

Commissaires aux comptes: aux termes de l'Assemblée Générale Constitutive en date du 20 avril 2022, sont nommés pour une durée de deux (2) exercices sociaux:

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire: le cabinet Congo Business Consulting, agrément CEMAC n°SEC 098, représenté par Monsieur OKINGA Colbert, demeurant à Brazzaville;
-en qualité de commissaire aux comptes suppléant: le cabinet Exco Afrique - CACOGES, agrément CEMAC n°SEC 061, représenté par Monsieur ETOU Brice Voltaire, demeurant à Brazzaville.

Immatriculation au RCCM: La Société est immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 02 mai 2022, sous le numéro CG-BZV-01-2022-B14-00017.

Fait à Brazzaville, le 03 mai 2022.

Pour avis,

Maître Giscard BAVOUFEZA-GUINOT,
Notaire.

MINISTRE DES FINANCES DU BUDGET, ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE
BUREAU DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES ET DE LA PROPRIETE FONCIERE DE DOLISIE
NIARI-BOUENZA-LEKOU MOU

ANNONCE LEGALE N°93/2022/BCHPF.N.B.I.

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière, une Procédure d'Immatriculation en vue de l'établissement des Titres Fonciers est en cours. Cette procédure concerne les Immeubles suivants :

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

Table with 7 columns: N°, N° de Réquisitions, Références Cadastres, Quartiers, Arrondissements, Départements, Requérants. It lists various land parcels with their respective locations and owners.

Au delà de deux (02) mois à compter de ce jour, aucune opposition ou réclamation à l'immatriculation ne sera recevable. (Art. 26 de la loi 17/2000 portant régime de la Propriété Foncière).

Dolisie, le 25 avril 2022
Pour Insertion Légale.

Paterne Dimitri ELAPIE

Inspecteur des Impôts

Le système d'information de gestion du CEPE validé

La salle de réunion de l'INRAP à Brazzaville a abrité du 6 au 7 mai 2022, l'atelier de validation du système d'information de gestion du certificat d'études primaires élémentaires (SIG-CEPE). Sous les auspices de Jean-Luc Mouthou, ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

Il s'agit au plan technique, de valider le processus informatisé, de revoir l'organisation même du CEPE, en harmonisant le processus administratif. Ont pris part à cet atelier: la communauté éducative et les gestionnaires du système éducatif du sous-secteur de l'enseignement général. Pour le ministre Jean-Luc Mouthou, ce processus intègre la volonté exprimée par le président de la République, Denis Sassou Nguesso, visant à moderniser l'administration publique dans son ensemble, et spécifiquement d'informatiser toute la chaîne de décision de du système éducatif national. Arsène Harold Bouckita, directeur du Système d'information et de communication (DSC)

au ministère de l'Enseignement préscolaire estime qu'avec le logiciel SIG-CEPE, les processus manuels qui alourdisaient le travail seront facilités et harmonisés. Ainsi, l'inscription des candidats, le système de codification des établissements du primaire; la nomenclature d'immatriculation des candidats; le processus de transfert des données à la direction des examens et concours (DEC) de rendre disponibles les résultats des années en cours et des années antérieures, révolutionneront l'ensemble du système éducatif du primaire. Ainsi que le corrobore le ministre en de l'Enseignement général: le système d'information de gestion du CEPE aura, entre autres avantages de réduire significativement les cas de fraude en y introduisant l'anonymat des copies, de traiter rapidement les résultats du CEPE; de rendre les résultats disponibles en ligne. A cela s'ajoutent l'avantage de constituer une banque de données de CEPE des sessions antérieures, de rendre disponibles les données du CEPE antérieur



La communauté éducative et les gestionnaires du système éducatif...

tivement les cas de fraude en y introduisant l'anonymat des copies, de traiter rapidement les résultats du CEPE; de rendre les résultats disponibles en ligne. A cela s'ajoutent l'avantage de constituer une banque de données de CEPE des sessions antérieures, de rendre disponibles les données du CEPE antérieur

dans toutes les directions départementales; de faciliter le retrait du diplôme à partir des directions départementales; d'assurer la protection et la fiabilité des résultats; de lutter contre les comportements les antivaleurs, etc.

Marcellin MOUZITA

Sensibiliser sur les violations des droits humains

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), en partenariat avec l'ONG française "Agir ensemble pour les droits de l'homme (AEDH)" a organisé une session de formation au profit des syndicats des étudiants et des mouvements citoyens sur les droits humains. Cette formation organisée le 22 avril dernier à Brazzaville intègre le projet «Prévenir et agir contre la torture et les détentions arbitraires ensemble (PACTE)».



Franck Chardin Aubin Tchibinda

Ce projet est exécuté depuis plus deux ans au Congo, avec l'objectif de contribuer à la réduction des arrestations arbitraires, des détentions illégales et des actes de torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants en République du Congo.

Les travaux de cette formation ont été présidés par Franck Chardin Aubin Tchibinda, directeur exécutif de l'OCD. Michel Forst, secrétaire général de l'association francophone des commissions nationales des droits de l'homme des pays francophones, conseiller spécial, rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, Philippe Marié et Mme Chloé Fabre, tous les deux membres de l'ONG Agir ensemble pour les droits de l'homme, respectivement délégué général et chargée de suivi du projet sur le terrain y ont également pris part.

Le but principal a été d'informer le milieu étudiant et les membres des mouvements citoyens de la situation carcérale au Congo et sur les dispositifs légaux de lutte contre les violations des droits humains. Près de 200 participants ont bénéficié de cette formation. Ils ont suivi des exposés sur la notion des droits de l'homme; la torture et sur le plaidoyer.

Prince Matoko un des conférenciers a fait savoir que qu'il existe des sources des droits de l'homme. On note des sources à caractère universel régional et national, mais aussi des mécanismes de protection chargés d'assurer cette protection au profit de tous les citoyens établis sur le territoire congolais. «Je peux dire que beaucoup de nos concitoyens, jeunes, femmes et enfants sont ignorants des droits de l'homme qui leur sont reconnus par la Constitution, d'où il faut ce genre de rencontre.»

Pour Michel Forst, il est important de faire en sorte que les Etats, la communauté internationale, les Nations Unies et la commission africaine des droits de l'homme et des peuples portent l'attention particulière au travail que les jeunes défenseurs font dans leur pays avec l'idée de mieux se souvenir et de mieux se protéger.

En conclusion, il a été mis en place un système d'alerte sur des cas de violence identifiés dans les milieux étudiants pour tenter tant soit peu de résoudre le problème de violations des droits humains.

Philippe BANZ

FÊTE DU 1^{ER} MAI A L'ÉCOLE EMMAÛS

Faire aboutir la convention de partenariat avec le ministère de l'Enseignement général

Le personnel du complexe scolaire Emmaüs a commémoré dans la réflexion et l'allégresse la fête du travail, dimanche 1^{er} mai dernier à Brazzaville. A l'occasion, Emerson Massa, président de l'ONG Viens et Vois, promoteur-directeur général de l'établissement a réitéré son appel au Gouvernement pour l'aboutissement de la signature de la convention de partenariat avec le ministère de l'Enseignement préscolaire.



Les travailleurs de l'école Emmaüs posant avec leur PDG Emerson Massa

Pour l'inspecteur Grégoire Diassouka, directeur de l'établissement, la problématique de l'école inclusive et son enjeu de répondre à l'ODD4 ont poussé les concepteurs de ce projet à retenir les activités suivantes: la formation; le recrutement des formateurs; la production et le contenu de la formation; l'assurance d'une formation de trois mois aux enseignants; le recyclage qui se déroule chaque année. L'objectif visé est de permettre la scolarisation des enfants vivant avec handicap visuel au niveau du primaire.

la femme à changer sa vie, la vie de sa communauté, de son entreprise, de son pays par son travail, et c'est cela que je veux célébrer avec vous aujourd'hui.» Le promoteur de cette école a par ailleurs loué les efforts fournis par le personnel pour le rayonnement de l'école. «Je voudrais vous dire merci. C'est grâce au travail de chacun et de chacune que l'atteinte des résultats tangibles pour la réussite de nos élèves est possible. Je vous invite à travailler sans relâche, pour faire du complexe scolaire Emmaüs une école d'excellence.» Au nom des travailleurs, Vanécia

Akouala a noté que le personnel n'a aucune revendication. Elle a salué la maestria du travail abattu le promoteur de l'école, mais aussi du fait que toutes les instances prévues par les statuts et règlement intérieur fonctionnent parfaitement. Cette fête a donné lieu à la remise des diplômes d'honneur et des cadeaux divers aux travailleurs: pagnes, téléphones

portables... Un concours de danses dont les participants ont été gratifiés d'une somme de 10.000 FCFA chacun, a été aussi une activité de cette journée. Les travailleurs ont à leur tour remis une attestation d'encouragement au PDG Emerson Massa pour les oeuvres déjà réalisées.

Alain-Patrick MASSAMBA

JUSTICE

Deux ans de prison ferme pour deux trafiquants de pointes d'ivoire!

Le Tribunal de Grande Instance de Brazzaville a, dans le verdict rendu le lundi 2 mai, condamné René Robert Manguet et Sylvain à deux ans d'emprisonnement ferme, assortis d'une amende de 500.000 F.CFA et une somme de 200.000 F.CFA à verser, chacun, à l'Etat congolais au titre des dommages et intérêts.



Robert et son butin d'ivoires

René Robert Manguet avait été pris le 22 février 2021, à Brazzaville, en flagrant délit de détention, circulation illégale et tentative de commercialisation de trois pointes d'ivoire entières et 11 morceaux, pesant au total 28 Kg, et repré-

sentant approximativement six éléphants massacrés. Quant à Sylvain, cité par le premier et

considéré comme un complice, est recherché par la Justice. Les deux individus ont été condam-

nés fermement le 2 mai 2022 à l'issue de l'audience.

L'interpellation de René Robert Manguet avait été l'œuvre des éléments de la Section de recherches judiciaire de la région de Gendarmerie de Brazzaville et des agents de la direction départementale de l'Économie forestière de cette ville, avec l'assistance technique du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (PALF). Cette interpellation avait marqué un coup d'arrêt à son trafic illicite.

Les ivoires saisis avaient été transportés par René Robert Manguet de Mpouya, un des districts du département des Plateaux, à Brazzaville où il s'apprêtait à les vendre à des potentiels clients.

L'éléphant est une espèce animale intégralement protégée

aux plans national et international. Décimé à cause de l'avidité des braconniers et des trafiquants, il est en voie d'extinction. La République du Congo qui s'est engagée à le protéger en mettant en place un cadre juridique reste vigilante. Il traque sans relâche tous les contrevenants à la loi 37/2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées qui, en son article 27, dispose: «l'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national d'espèces intégralement protégées, ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique.»

V.M

Pour ne pas manquer une édition de La Semaine Africaine, mieux vaut s'abonner

Les journalistes formés à combattre les fake news sur la COVID-19

L'humanité a célébré le 3 mai dernier la Journée internationale de la presse. L'édition de cette année s'est concentrée sur le thème: «Le journalisme à l'ère du numérique». Au Congo, plusieurs activités ont été organisées parmi lesquelles la formation sur les fake news liés à la vaccination contre la COVID-19 au profit des professionnels de l'information des organes de presse tant publics que privés rendue possible grâce au ministère de la Communication. But de cette formation: renforcer les capacités des journalistes, notamment sur la désinformation, la veille informationnelle et technologique et l'infodémie. Cette session a été réhaussée de la présence du ministre de la Communication Thierry Lezin Mougalla.

Une centaine de participants a suivi plusieurs communications, à l'instar de celle donnée par le Dr Emeka du service de vaccination contre la COVID-19. De nombreuses fausses informations sur la pandémie et la vaccination ont émaillé la toile, et retardant ainsi la campagne de vaccination. «Raison pour laquelle, les médias ont l'obligation de redoubler

d'effort, pour distinguer la bonne information du fake news. Car le vaccin est l'un des moyens sûrs pour combattre le coronavirus», a-t-il dit. «Les premières doses de vaccin ont été administrées aux populations à partir de mars 2021, avec l'objectif d'atteindre 60% de la population. A ce jour seulement 11,77% de la population est vaccinée», a déploré le Dr Emeka.



Le ministre Mougalla au milieu pendant la formation

Le Dr Idriss Bossoto, enseignant au département des Sciences et techniques de la communication à la FLASH, université Marien Nguabi, a mis à la connaissance des journalistes une plateforme "Doco-dex" sur Google pour vérifier

les informations, afin d'éviter les pièges des fake news. Il les a appelés à la vigilance avant toute publication.

Syntiche IMEMA (Stagiaire)

MÉDIAS

Philippe Mvouo invite la presse à la responsabilité

La Journée mondiale de la liberté de la presse s'est célébrée le 3 mai dernier comme à l'accoutumée. A l'hôtel Radisson blu de Brazzaville où le Conseil supérieur de la liberté de communication avait convié une centaine de professionnels des médias, le président Philippe Mvouo a rappelé le bien-fondé du thème choisi cette année pour cette célébration: «Le journalisme sous l'emprise du numérique».

Il s'agit, a souligné le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, d'un thème qui introduit les paradigmes nouveaux dans la pratique du métier. Mais que le journaliste ne se vive pas en victime, «mais s'arrime à la modernité». A l'approche des élections législatives et locales qui viennent, il a aussi invité les professionnels des médias à se rappeler leur place dans ce processus. Il s'est réjoui de ce qu'aucun journaliste ne soit en prison. Même le journal «Sel piment» frappé d'interdiction, devrait voir sa mesure levée «le mois prochain». Il a invité à informer proprement, correctement et honnêtement, le journaliste étant invité partout à faire preuve de sens de responsabilité. Puis, les participants à la célé-

bration de cette journée ont suivi avec une attention soutenue les quatre thèmes proposés à leur méditation et introduits par le Dr Pierre Mberry du CSLC: «La place et le rôle de la presse dans le système électoral» (Pr Bienvenu Boudimbou); «Presse et pouvoir politique» (Pr Grégoire Lefouoba); «Les limites de la liberté de presse et ses conséquences» (Pr Ludovic Miyouna). Tous ont mis l'accent sur le fait que la liberté de la presse ne peut s'exercer que dans la conscience de le faire, la connaissance des textes et règlements du pays et dans l'immersion dans un état d'esprit nouveau. Le Pr Lefouoba s'est étonné que la presse, dont la puissance est infinie, se cantonne à la place de 4^e pouvoir. Il faut opérer un réel retournement sur elle-même, une nouvelle



Le président Philippe Mvouo devant la presse

manière de voir et de faire. Ce «mindset», avait souligné le Dr Idriss Bossoto, chef du département STC à l'université Marien Nguabi, ne peut s'opérer qu'à travers une formation continue qui ne se limite pas à continuer d'ignorer la forte audience que dégagent les potentialités du numérique. Dans son message à la presse pour l'occasion, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ait souligné que si le numérique offrait d'énormes potentialités à la presse, elle fait

aussi naître «des défis de taille». S'insurgeant contre les attaques à la liberté de la presse, aux hommes et femmes de médias, il avait souligné que sans la liberté de la presse, il ne saurait y avoir de démocratie ni de liberté tout-court. Mme Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, a tenu un propos similaire dans son message. Les violences contre la presse sont intolérables, avait-elle insisté: «cela doit cesser!»

ASM

DEVELOPPEMENT DURABLE

Le cabinet Afrique RSE s'engage!

Basé en France et dans certains pays d'Afrique, le cabinet d'expertise spécialisé sur l'économie durable en Afrique «Afrique RSE» vient de s'implanter au Congo. L'information a été donnée par sa promotrice Bel Lauretta Tene Pambou Dinana au cours d'une conférence de presse qu'elle a animée, le 5 mai 2022 à Brazzaville. «Nous sommes présents au Congo pour accompagner les entreprises, et pourquoi pas le Gouvernement comme nous l'avons fait au Cameroun», a-t-elle dit.

Le cabinet RSE apporte son accompagnement aux acteurs publics et privés dans leur responsabilité sociétale et d'investissements en intégrant les spécificités du contexte africain.



Mme Téné Dinana pendant la présentation du cabinet

«Nous mettons en place des stratégies de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), d'économie verte, d'achats

durables, de management anti-corruption et de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Nous accompagnons

également dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques RSE. Nous avons élaboré des guides pour la RSE pour les entreprises minières en RDC. Au Cameroun, nous avons élaboré plusieurs guides sur la santé, précisément sur le paludisme et le SIDA. Aussi, avons-nous accompagné le Gouvernement camerounais dans l'élaboration d'un projet de lois sur la RSE», a dit le responsable du cabinet Afrique RSE, et de d'ajouter. «Aujourd'hui, nous avons été sollicités par la GIZ pour proposer une loi sur la RSE à intégrer dans les pays membres de l'OHADA», a fait savoir Tene Pambou Dinana à la presse.

Germaine NGALA

VIE ASSOCIATIVE

Les généraux issus de l'école militaire interarmes de Simferopol honorés!

Quatre premiers généraux promus en décembre dernier, membres de l'Amicale des anciens de l'école militaire interarmes de Simferopol, ville située en Crimée, en ex-URSS ont été honorés par les membres de cette structure. C'était au cours d'une cérémonie organisée, le 8 mai 2022, à Brazzaville. Il s'agit des généraux Serge Oboa, Conseiller spécial du Président de la République, directeur général de la Sécurité présidentielle; Léon Mahoungou, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre; Pierre Gaétan Ickey, commandant de la zone militaire de défense n° 9-Brazzaville et Fermeté Blanchard Nguinou, commandant du Groupement para-commando (GPC). La rencontre a tenu ses promesses, elle a été placée sous le signe de l'encouragement et du raffermissement de la cohésion et de la solidarité entre membres de l'amicale.



Général Serge Oboa, président de l'Amicale des anciens de l'école militaire interarmes de Simferopol

Le bureau et les membres ont tenu à recevoir ces quatre généraux qui ont fait honneur à l'Amicale pour les congratuler suite à leur promotion qui est une première. Une prière d'action de grâces faite

par le colonel Louis Bongho Atipo (pasteur) a ponctué cette rencontre. Elle a eu pour but entre autres, d'implorer le Seigneur pour avoir rendu possible cette rencontre, mais aussi, de donner la capacité aux nouveaux généraux de bien commander et de recevoir la bénédiction de la nation. En vue de les féliciter, les membres de l'Amicale leur ont remis des présents portant leurs effigies, habillés en tenues militaires avec leurs nouveaux galons.

Tout en remerciant le couple Oboa qui a offert l'espace pour l'organisation de l'événement, les généraux par l'entremise de Pierre-Gaétan Ickey ont dit Merci, avec grand M à l'Amicale «pour ce geste de cœur fort qui favorise le renforcement de la cohésion que nous avons toujours entre membres au sein de l'Amicale. Autour de notre amical on voit le Congo uni». De même, il a exhorté les membres à promouvoir la forte cohésion qui existe entre eux, et aussi souhaité que cette rencontre ne soit pas la dernière.

En sa qualité de vice-président de l'Amicale, le colonel Léopold Bikindou Kéré a souligné qu'un événement pareil ne pouvait pas passer sous silence. «Nous, nous sommes dit qu'il fallait le célébrer, c'est pourquoi nous avons organisé cette rencontre spécialement pour honorer ces quatre généraux. Au nom des autres membres de l'Amicale nous adressons toutes nos félicitations aux heureux promus et leur souhaitons davantage puisqu'ils continuent à travailler».



Pendant le dévoilement des présents offerts aux généraux

Membre de l'Amicale, le colonel Guy Valeria Anguima a confié que «ces élévations sont une gloire, et nous rendons hommage au Chef de l'Etat pour avoir jeté son dévolu sur les anciens élèves de l'école militaire Interarmes de Simferopol. Nous sommes une trentaine de membres, et quatre d'entre-nous ont été élevés; c'est une joie. Les généraux Oboa et Mahoungou sont mes anciens, quand j'étais en première année, eux, ils étaient en troisième année. Et les deux autres Ickey et Nguinou sont de ma promotion, nous occupions d'ailleurs la même chambre, et nous avons passé de beaux moments ensemble au sein de cette école. Les différentes promotions ont donné au pays des cadres. Cependant notre Amicale est fonctionnelle depuis huit ans». Et de poursuivre: «Vous allez remarquer qu'à côté de nous, il y a aussi des étudiants de la ville Simferopol, ils sont pour nous comme des assimilés, il y a des médecins, des ingénieurs qui ont étudié dans les établissements de cette ville. Nous sommes fiers de cette école, car nous y avons laissé de bons souvenirs et obtenu de bons résultats, les témoignages des autorités de l'établissement en sont légion. «Nos différentes promotions se rassemblent, se familiarisent et se rapprochent».

Présents à la cérémonie, les généraux André Obami-Itou Fils, commandant en second des Forces de police, Charles Victoire Bantadi, commandant des écoles des Forces armées congolaises et Fortuné Niakékélé, commandant de la logistique des FAC sont venus forlancés leurs frères d'armes, ainsi que les autres membres de l'Amicale. Une belle initiative!

Alain-Patrick MASSAMBA

SYNDICS DE LIQUIDATION AMT CONGO SA
 POINTE-NOIRE
 TEL : 05 030 21 40 / 06 883 66 67

ÉTATS DES CRÉANCES

Vu les déclarations de créances effectuées ;
 Vu les notifications d'admission provisoires et de rejets ;
 Vu les contestations soulevées devant le Juge-commissaire ;
 Vu les dispositions de l'article 86 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant Organisation des Procédures Collectives d'Apurement du Passif ;
 Les syndics après délibération, décident :

I- Les créances retenues :

Numéro	Nom du créancier	Créance déclarée	Date de la déclaration	Créance retenue	Nature de la créance
1	AERCO	38.780.393 F CFA	9/11/2020	32.853.228 F CFA	Chirographaire
2	PORT AUTONOME	265.752.926 F CFA	23/11/2020	116.934.263 F CFA	Chirographaire
3	URBANISME & COMMERCE	9.095.850 F CFA	11/11/2020	5.992.560 F CFA	Chirographaire
4	FOSELEV	4.419.822 F CFA	19/11/2020	2.318.550 F CFA	Chirographaire
5	BUREAU VERITAS	1.474.039 F CFA	19/11/2020	1.474.039 F CFA	Chirographaire
6	ETS SANKEBA AUTO	1.168.000 F CFA	08/01/2021	1.168.000 F CFA	Chirographaire
7	BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS	6.317.911 F C FA		6.317.911 F CFA	Chirographaire
8	INTER-VISION	22.958.770 F CFA	17/12/2020	17.737.400 F CFA	Chirographaire
9	CALBSON NAGONLIT TRAVELS	3.698.449 F CFA	08/12/2020	3.112.049 F CFA	Chirographaire
10	RENCO GESTION IMMOBILIERE	6.663.000 F CFA		6.663.000 F CFA	Chirographaire
11	PRO-UNLOCK	2.621.745 F CFA	1er/12/2020	2.621.745 F CFA	Chirographaire
12	SOGICO S.A/ HOTEL ELAIS	5.762.800 F CFA	18/11/2020	5.762.800 F CFA	Chirographaire
13	AFRIQUE EXPRESS	9.271.435 F CFA	03/12/2020	8.793.085 F CFA	Chirographaire
14	ILOGS	102.441.661 F CFA	18/01/2021	102.441.661 F CFA	Chirographaire
15	INTERIM 2000	5.642.196 F CFA	08/12/2020	5.642.196 F CFA	Chirographaire
16	ETS ATIC SERVICES	8.279.200 F CFA	23/11/2020	3.061.200 F CFA	Chirographaire
17	PLURIEL SOLUTION	14.000.000 F CFA	23/11/2020	7.750.000 F CFA	Chirographaire
18	SERVITEC	16.544.234 F CFA	24/11/2020	13.426.816 F CFA	Chirographaire
19	Mr WILLIAM GASSONGO SOW	13.400.000 F CFA		13.400.000 F CFA	Chirographaire
20	CONGO HANDLING	4.485.369 F CFA	02/12/2020	4.485.369 F CFA	Chirographaire
21	SCI-XACO	156.234.600 F CFA	26/11/2020	156.234.600 F CFA	Chirographaire
22	SOCOTRANS	7.133.942 F CFA		6.723.737 F CFA	Chirographaire
23	LIFTCO CONGO	5.612.435 F CFA	18/11/2020	5.612.435 F CFA	Chirographaire
24	SOCIETE CTM SARL	6.577.915 F CFA	30/10/2020	6.206.581 F CFA	Chirographaire
25	BUROTEC	2.764.429 F CFA	04/11/2020	2.425.712 F CFA	Chirographaire
26	CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE	269.574.207 F CFA	03/02/ 2021	269.574.207 F CFA	Chirographaire
27	ENERGIE ELECTRIQUE DU CONGO	7.412.562 F CFA		7.412.562 F CFA	Chirographaire
TOTAL		998 087 890 F CFA		816 145 706 F CFA	

II- Les créances rejetées.

Nombre	Nom du créancier	Créance déclarée	Date de la déclaration	Nature de la créance	Observations
1	COTECNA CONGO SARL	3.119.890 F CFA		Chirographaire	Déclaration irrégulière
2	OFIS	11.026.894 F CFA		Chirographaire	Déclaration irrégulière
3	SOCOFRAN CDE S. A	12.617.897 F CFA		Chirographaire	Déclaration irrégulière
4	PROTECK	20.856.736 F CFA	20/01/ 2021/ 12 mars 2021	Chirographaire	Déclaration tardive
5	Maître Yvon Eric IBOUANGA, Avocat à la Cour	5.200.000 F CFA	24/11/2020	Chirographaire	Créance mal fondée
6	BANQUE POSTALE	512.577.667 F CFA	12/01/2021	Chirographaire	Créance mal fondée
7	AMT ANGOLA	16.336.201 FCFA	08/02/2021	Chirographaire	Créance mal fondée
8	AMT INTERCARGO UK LTD	3.555.676 FCFA	08/02/2021	Chirographaire	Créance mal fondée
9	DOUANES CONGOLAISES	30.000.000 F CFA			Déclaration irrégulière
10	ACC EXPRESS	120.000 F CFA		Chirographaire	Créance mal fondée
11	WELLTEC	827.462 F CFA	04/11/ 2020	Chirographaire	Créance mal fondée
12	CABINET D'AVOCATS C. J. PAKA	500.000 F CFA	05/01/ 2021	Chirographaire	Créance mal fondée
13	GRHF COONSULTING	12.781.750 F CFA	10/05/2021	Chirographaire	Déclaration tardive
14	ECOGLOBAL AFRICA SERVICES	612.929 F CFA	10/11/2020		Créance mal fondée
15	AMT ANGOLA	16.336.206		Chirographaire	Créance mal fondée
TOTAL		630.132.804,10 FCFA	630.132.804,10 FCFA	630.132.804,10 FCFA	630.132.804,10 FCFA

Fait à Pointe-Noire, le 05 Mai 2022

Les syndics liquidateurs

LU POUR VOUS

«Présidents et Ministres du Congo Brazzaville 1958-2021» du Pr Placide Moudoudou

J'ai lu avec attention l'ouvrage du Professeur Placide Moudoudou cité plus haut. C'est une contribution en plus à l'histoire politique du Congo. Le texte soutenu par un style fluide se lit très facilement.

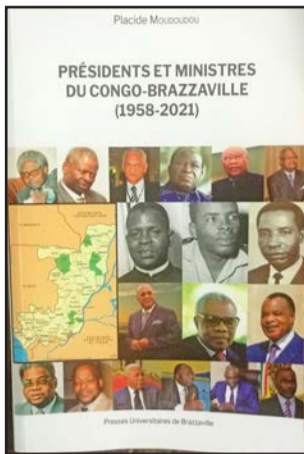
Le Professeur dans un exposé liminaire affirme s'appuyer sur les témoignages des acteurs politiques congolais et les documents d'historiens.

Malheureusement, je crois qu'il n'a pris langue avec les auteurs du putsch manqué du 22 février 1972. Et il soutient et affirme que le M22 fut l'acteur du pronunciamiento du 22 février 1972. C'est une faiblesse qui justifie ma critique portant surtout sur cet événement passé. Alors qu'Ange Diawara et ses compagnons, après l'échec du 22 février trouvèrent une planque dans les quartiers de Moungali et en profitèrent pour rédiger l'Autocritique M22, les rescapés embastillés dans les diverses prisons du Congo n'ont produit aucune autocritique, et ne sauraient être assimilés au Mouvement 22.

Ce document non seulement fait le point de leur engagement frappé par l'échec, mais encore esquisse le parcours de tous ceux qui crurent à la Révolution.

Moi je fais partie des acteurs du putsch manqué du 22 février 1972. Je fus membre d'une organisation clandestine appelée le Groupe dont le noyau dirigeant fut constitué de neuf membres. Il n'en reste que quatre survivants. Il y avait des militants du niveau B, cadres, soldats et ouvriers recrutés dans tous les milieux, de toutes les ethnies. Ce mouvement est né en octobre 1968, après la mort de Pierre Mulélé dernier résistant lubumbiste dans le Congo, dit Kinshasa. Pierre

Mulélé parti du maquis atteignit Ngabé par pirogue. Il fut transféré par la gendarmerie au poste de Bacongo en face du Lycée Pierre Savorgan de Brazza. Pour le capitaine Ngouabi, ce fut une personnalité encombrante. Démuni, malade, Mulélé fut traité comme un malfrat; alors se débarrasser de lui fut la préoccupation de Ngouabi et de ses proches. José Antonio Lara, ambassadeur de Cuba souhaitait le voir se retirer à la Havane pour se soigner et se refaire politiquement. Justin Marie Bomboko, ministre des affaires étrangères du régime Mobutu vint le chercher pour Kinshasa. Il fut exécuté sans procès. Et les jeunes révolutionnaires issus de la JMNR et de la Défense civile réagirent spontanément et saccagèrent la représentation diplomatique du Congo sise avenue de l'indépendance, à la grande colère de Ngouabi. Des policiers dépêchés sur les lieux ne firent que le constat des dégâts et ne mirent la main sur aucun jeune-casseur. Donc en octobre 1968, sous la direction de Prosper Matoumpa Polo se tint dans le quartier Les Clairons la première assemblée constitutive. Matoumpa Polo, président de la JMNR était en charge du ministère de l'information. Il fut nommé commissaire du gouvernement à la tête du département du Kouilou pour laisser Jean-Baptiste Ikoko gérer la structure. Et en mai 1970, Ange Diawara prit le gouvernail de l'organisation appelée à s'étendre et à se renforcer. Le 22 février



La couverture du livre

mit fin à la vie du Groupe. Ange Diawara, Jean-Baptiste Ikoko, Jean Claude Bakékolo profitèrent de leur planque à Moungali pour rédiger l'Autocritique M22. Il s'agit de la critique de leur action politique et en fait du parcours du mouvement révolutionnaire avec ses chefs. Dans ce texte, les rédacteurs préconisaient une organisation autonome détachée du PCT et condamnaient alors leur entrisme dans le système de Ngouabi. Ils donnèrent surtout une définition de la nature du régime d'époque; oligarchie, bureaucratie militaire tribale. En fait l'OBUMITRI: une poignée de gens, de fonctionnaires et de cadres de la force publique appartenant au même espace ethno régional. Ils gèrent l'Etat et ses ressources comme leur bien privé, alimentant ainsi le ressentiment et la haine des autres groupes humains du Congo. Leur gestion patrimoniale déchire le tissu national. Des élèves, des étudiants et des soldats adhèrent à cette analyse

et s'engagèrent à la diffuser, multipliant des adeptes, désorganisant la propagande et prirent langue avec le maquis installé dans la zone de Ngoma TséTsé.

Le commandant Ngouabi fort mécontent procéda à la dissolution de la police pour montrer l'incapacité des services.

Mais le maquis tourna court et ses organisateurs se replièrent à Kinshasa. Ils commirent des impairs qui leur coûtèrent cher; et Mobutu et Ngouabi s'entendirent pour échanger des opposants de chaque pays.

Un bateau de la marine congolaise alla récupérer Diawara et d'autres à Kinshasa. Ils furent assassinés à l'état-major. On leur taillada à la baïonnette les côtes, les bras et les jambes. Les militaires dansèrent avec leurs cadavres au stade de la révolution, appelant le peuple de Brazzaville à se paître de réjouissances macabres, Professeur, c'est ainsi que prit fin l'aventure de l'extrême gauche incarnée par le Groupe. La fin du M22 fut également cette débâcle. Je viens restituer les faits du 22 février 1972 et du M22. Je n'ai jamais été du M22, quoique j'ai eu à apprécier positivement cette analyse, sans cautionner l'appel au maquis pour vaincre le régime néocolonial d'alors. Un maquis suppose des arrières sûres et le Congo de Mobutu ne l'était pas. Je n'ai pas écrit mon autocritique. J'ai en chantier cependant un ouvrage. Par ailleurs, Matoumpa Polo ne fut jamais dépêché à Pointe-Noire pour assassiner Ngouabi. -Le Groupe n'avait aucune information sur ce déplacement qui dégainait Brazzaville de tout son staff de sécurité.

ETUDE Maître Maurice MASSELOT, NOTAIRE
B.P.: 4866, Tél.: (242) 06 667 00 66/05 767 00 66
104, Avenue LOEMBET Benoît, derrière ALUCONGO,
Face Laboratoire de Total.
E-mail: masselotnotaire@gmail.com

INSERTION LEGALE

Par acte en la forme authentique, en date à Pointe-Noire, du 22 Mars 2022, le Notaire soussigné a reçu les statuts de la société dénommée: GEO-AN-CONSULTING, aux caractéristiques:

- Dénomination: GEO-AN-CONSULTING.
- Forme de la société: Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle.
- Capital social: 1.000.000 F. CFA.
- Siège social: Pointe-Noire, quartier Ngoyo, derrière la station services PUMA ex-péage, téléphone: (00242) 05 553 2954.
- Objet social: Travaux pétroliers; Constructions métalliques; Prestations de services off/on shore; Etude et suivi géologie de sonde; Aménagement et confection déblaitière et caroihèque.
- Durée: 99 années, à compter de l'immatriculation au RCCM.
- Enregistrement: À Pointe-Noire, sous le numéro 111, Folio 060/03 en date du 1er Avril 2022.
- Dépôt: A Pointe-Noire, au Greffe du Tribunal de commerce sous le numéro CG-PNR-01-2022-B-00741 du 12 Avril 2022.
- Immatriculation: A Pointe-Noire, au Greffe du Tribunal de commerce, no RCCM CGPNR-01-2022-B13-00072 du 12 Avril 2022.
- Gérance: Monsieur NOUANISSA Alphonse est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour avis,

Maître Maurice MASSELOT
NOTAIRE.

Le Groupe est tombé dans une provocation, une vraie nasse parce que infiltré par des agents de sécurité. D'ailleurs le commandant Yhombi, le 21 février 1972 téléphona à Diawara pour lui réclamer l'heure de départ de son putsch. Il était 19 heures.

Ngouabi fut un homme exceptionnel et nous gracia alors que des fosses communes furent creusées à la Tsiémé pour recevoir les corps des suppliciés. Les personnels de la maison d'arrêt de Brazzaville furent chargés de cette besogne. Il y eut peu de gens pour soutenir la grâce décidée par Ngouabi: Sathoud, Pounqui, Khondo et Lopes c'est tout.

Professeur, la charge de ministre au Congo remonte à mars 1957, avec Opangault comme Vice-président du Conseil de gouvernement. Il pilota une équipe de dix ministres. Si vous vous référez à La Semaine de l'AEF, vous découvririez qu'à l'annonce d'un gouvernement avec des congolais, des cadres pessimistes évoquaient déjà les pratiques du régionalisme et du tribalisme, potentielles. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil congolais sen vérité.

Avec tous mes respects

Lecas Atondi Monmondjo



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE (MEPSIR)

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
ET LA COMPETITIVITE (P161590-PADEC)



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003/MEPSIR/2022/UGP PADEC

POUR LE RECRUTEMENT DU CABINET DE CONSULTANTS CHARGE DE L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL DES STARTUPS ET DES ENTREPRISES NUMÉRIQUES

1. La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale un crédit pour financer les activités du Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité (PADEC) qui vise entre autres objectifs, la mise en œuvre de l'axe diversification de l'économie envisagé dans le Plan National de Développement (PND).

A cet effet, l'Unité de Gestion du PADEC a l'intention d'utiliser une partie du financement pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant: Consultant chargé de l'amélioration de l'environnement commercial des startups et des entreprises numériques.

2. L'objectif général de la mission est de formuler des recommandations en vue de la mise en place d'un cadre propice à l'amélioration de l'environnement commercial des startups et des entreprises du numérique.

Plus spécifiquement il s'agira:

- D'étudier l'environnement commercial des acteurs publics et privés des startups et des entreprises numériques;

- De formuler des recommandations pour une

meilleure structuration de l'annuaire existant des startups sur la base de fiches de renseignements pour en faciliter l'exploitation;

- De formuler des recommandations pour le paramétrage et une meilleure gestion de la base des données des startups et des entreprises numériques afin d'être accessible aux investisseurs et autres partenaires; et pour assurer l'accès des startups aux marchés publics et aux projets de partenariat;

- De formuler des recommandations pour mettre en œuvre une banque de projets accessibles aux startups etc.

3. L'Unité de Gestion du Projet, invite les cabinets éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Ils doivent fournir les informations ci-après: (i) qualification pour exécuter les services sollicités (références et descriptions concernant l'exécution de missions similaires, brochures...); (ii) les capacités techniques du cabinet, les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet, les références des clients bénéficiaires des prestations décrites.

4. Les critères pour l'évaluation des Manifestations

d'Intérêt sont les suivants: (i) les qualifications générales et expérience du cabinet, (ii) l'expérience du cabinet dans la réalisation de missions similaires.

5. Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (SQC) tels que défini dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016.

6. Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de référence ou des informations supplémentaires aux adresses indiquées ci-dessous de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

7. Les manifestations d'intérêts portant la mention «Recrutement d'un cabinet de Consultants chargé de l'amélioration de l'environnement commercial des startups et des entreprises numériques» doivent être envoyées au plus tard le 20 Mai 2022 aux adresses ci-dessous:

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PADEC
12, Rue Duplex /Quartier Blanche Gomez
Tél. (242) 22 613 18 38 /06 931 00 10/06 670 74 79

E-mail: padec2019@gmail.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 02 Mai 2022

Le Coordonnateur du PADEC,

Benoît NGAYOU

MUSIQUE

Il y avait de la rumba à l'IFC de Brazzaville!

La représentation de l'Union européenne au Congo a organisé le vendredi 6 mai dernier, à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, une soirée dénommée: «Rumba biyenga». Elle entendait célébrer la rumba congolaise après son inscription au patrimoine culturel immatériel de l'humanité en décembre 2021. Cette soirée a été combinée à des activités diverses et au concert de l'orchestre «Les Bantous de la capitale», bien qu'en deuil, avec le décès le 1er mai 2022, à l'âge de 80 ans, de l'emblématique batteur Rikky Siméon Malonga. L'évènement a été organisé aussi en prélude de la Journée de l'Europe, le 9 mai.

C'est le représentant de l'Union européenne au Congo, M. Giacomo Durazzo, qui a présidé la soirée. En présence de Dieudonné Moyongo, ministre de la Culture et des arts, de François Barateau, ambassadeur de France, et de plusieurs autres personnalités, dont Mme Korotoumou Ouattara, représentante de la Banque mondiale, et M. Chris Mburu, coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Congo.

A la causerie-débat, dans son exposé qui avait pour thème: «L'influence de la rumba congolaise dans la société», Mme Pombia Wendy, stagiaire à la représentation de l'Union européenne au Congo, a parlé des précurseurs de la rumba congolaise, de son évolution linguistique due aussi à la diversification des rythmes musicaux et des thèmes évoqués selon les époques.

La rumba congolaise dans la société a évolué dans le temps. Ce qu'on pourrait qualifier de positif dans la rumba congolaise, c'est la transmissi-

on des valeurs sociales par les artistes des deux Congo. Certaines chansons ont pour objet de promouvoir l'éducation.

La conférencière a conclu que «la rumba congolaise va continuer, car ce patrimoine culturel et immatériel de l'humanité est une opportunité de développement et de création d'une industrie de la musique».

L'un des participants, Mampouya Mam'Sy, musicologue, a souligné: «Les chansons des orchestres, c'est notre première littérature orale. Notre littérature, ce sont ces chansons-là. D'ailleurs, très peu de gens lisent et ne connaissent presque pas nos écrivains. La chanson est une grande littérature au Congo. C'est pourquoi la rumba a une grande influence dans la société, parce que nous sommes un peuple oral.»

«Avec la rumba, nous célébrons également un élément clé du patrimoine des deux Congo, entre les deux capitales sœurs, Brazzaville et Kinshasa, cordon ombilical qui a créé un pont culturel entre les deux villes du fleuve. A



L'ambassadeur de l'Union européenne dansant la rumba



De g à dr François Barateau, Giacomo Durazzo et Dieudonné Moyongo

ce titre, la rumba se déjoue de tous les clivages, quels qu'ils soient, des frontières, des races et nous invite désormais à plus de communications fraternelles. L'Union européenne qui soutient partout dans le monde la conservation de ces patrimoines s'inscrit totalement dans cette lancée, car la richesse culturelle est le ciment des sociétés et du dialogue interculturel», a déclaré M. Giacomo Durazzo. Il a ajouté qu'«en même temps

que nous célébrons la rumba, nous lançons également les activités du Mois de l'Europe pour partager les contours du partenariat de l'UE et le Congo...Partenariat que nous souhaitons mener encore plus loin en renforçant la dimension politique et les synergies dans les différents secteurs, y compris celui de la culture». La prestation des Bantous a permis d'exprimer les valeurs culturelles de la rumba.

Philippe BANZ

FESTIVAL

Théâtre, danse, cirque, formations étaient au rendez-vous de la 1^{ère} édition du festival "Maloba"

Représentant le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, empêché, Bernard Eloko, son directeur de cabinet, a lancé vendredi 29 avril dernier à Brazzaville, la 4^e édition du festival international de théâtre, danse et cirque du Congo dénommé "Maloba". Cette dernière édition a réuni, dans la capitale congolaise, un parterre d'artistes et musiciens d'Afrique et d'ailleurs, entre autres, de la Tanzanie, de la République démocratique du Congo, du Congo-Brazzaville, et de la Côte d'Ivoire. En prélude à cette célébration qui s'est déroulée du 29 avril au 6 juin, dans les différents arrondissements de Brazzaville, une série de formations a eu lieu à l'endroit des techniciens en régie son et lumière, en management de projets et entreprises culturelles...Des formations assurées par Saintrick Mayitoukou et le Burkinabè Jacob Bamogo.

Pour Hugues Serge Limvani, l'initiateur du festival, cette 4^e édition de Maloba s'inscrit dans la perspective d'exécution du programme du Président de la République pour redynamiser la vie culturelle nationale qu'il a été mis en place un projet: «Favoriser le développement des arts de la scène au Congo».

Ce projet consiste à la professionnalisation par la formation, à travers le renforcement des capacités et des compétences des acteurs du secteur des arts de la scène et la mise en place d'un écosystème culturel permettant l'intégration des in-

dustries culturelles et créatrices dans la sphère économique et sociale par l'entremise de l'organisation de la 4^e édition de Maloba, festival internationale de théâtre, danses, et cirque du Congo.

La 4^e édition Maloba n'est autre qu'une plateforme où les artistes venus de plusieurs pays ont présenté leur vision du monde, munis de leurs mots à travers le théâtre, leurs fantaisies par le cirque. Ainsi, les publics brazzavillois ont assisté, tour à tour, au Centre culturel Zola de Moundou, Keba na village à Talangai, croisement de la rue Makoko et l'avenue Ma-



Les participants, à l'ouverture du festival

rien Nguabi à Poto-Poto et à l'Institut français du Congo des spectacles de théâtre, danse et cirque venus de la RDC, de la Tanzanie, du Gabon, de la Côte d'Ivoire, de France, d'Ethiopie et du Rwanda. A cela il faut ajouter la date du 2 mai 2022 intitulée: «L'art au féminin». Elle a été consacrée aux artistes femmes afin de mettre en lumière leur apport dans un monde culturel africain dominé par la gent masculine.

Il s'est agi, à travers cette initiative, de sortir les femmes de l'ombre, afin de montrer leur travail, «héritage d'une longue tradition ayant contribué à faire des arts et de la culture une force de progrès et de rayonnement. L'objectif étant de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine des arts...», a expliqué M. Hugues Serge Limvani.

Marcellin MOUZITA

IN MEMORIAM

Maman/Mémé/

Mâ Claire MIERE (MC)

18 mai 2020-18 mai 2022: 2 ans

«Tu as du prix à mes yeux et je t'aime» (Isaïe, 43, 1-7)
«Désormais, tous les âges me diront bienheureuse; Le puissant fit pour moi des merveilles»
«Il élève les humbles» (Luc 1, 46-56)
«J'ai trouvé le nom le plus secret et le plus clair pour dire ce qu'est ta vie dans ma vie.
Tu es l'air qui ne me fait jamais défaut, cet air si nécessaire à la pensée et au rire; Cet air qui rafraîchit mon cœur» (Christian BOBIN)

A cette occasion, il y a parution des livres d'hommage à Madame Claire MIERE et à son époux, Monsieur Théodore MIERE (1943-1988).



OFIS

Société par actions simplifiée
Au capital de 400.000.000 de francs CFA
Siège social: 319, avenue du Général de Gaulle,
B.P.: 670, Pointe-Noire, République du Congo
RCCM: CG-PNR-01-2000-B16-00011.

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire en date, à Pointe-Noire, du 5 février 2022, enregistré à Pointe-Noire (Recette de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Pointe-Noire Centre) le 14 avril 2022, sous le numéro 3417, folio 071/80, les Associés de la société ont notamment décidé de:

- nommer, en qualité de Directeur Général Adjoint, Monsieur Pierre Louis-Marie BRANDOU, pour une durée indéterminée, avec effet au 7 février 2022;
- nommer, en qualité de Directeur Général Adjoint, Monsieur Cherry Vianney MISSOLO BIANGANA, pour une durée indéterminée, avec effet au 7 février 2022.

Dépôt dudit procès-verbal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 25 avril 2022, sous le numéro CG-PNR-01-2022-D-00221. L'inscription modificative de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier a été constatée le 25 avril 2022, sous le numéro CG-PNR-01-2022-M-00474.

Pour avis,
Le Président.

PATRIMOINE

Pour l'inscription du Domaine royal de Mbé au patrimoine mondial de l'UNESCO

Depuis 2005, le Gouvernement et ses partenaires, notamment de l'UNESCO, s'emploient à inscrire le Domaine royal de Mbé, siège du Royaume téké, au patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est à ce titre que Dieudonné Moyongo, ministre de la Culture et des arts, a reçu en séance de travail, mardi 3 mai dernier à Brazzaville, une délégation de l'UNESCO conduite par son consultant, Sébastien Moriset, architecte-chercheur au Centre international de la construction en terre, par ailleurs expert culturel ayant concouru à l'inscription de plusieurs structures au patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'entrevue avec le ministre Moyongo et son équipe, la délégation de l'UNESCO a fait le point de ses deux jours de visite à Mbé. Pour l'expert de l'UNESCO, cette visite a permis de «faire un compte rendu sur l'état d'avancement de la préparation d'une proposition pour l'inscription du domaine royal de Mbé sur la liste du patrimoine mondial...». Il s'agit, selon lui, d'un dossier qui est en préparation depuis plusieurs années et qui a connu un retard à cause de la survenue de la COVID-19.

Cette rencontre est apparue comme la relance d'un processus suspendu. Après la visite, Sébastien Moriset estime que l'inscription du Domaine royal de Mbé sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO a toutes les bonnes chances d'aboutir. «C'est un site extraordinaire à l'échelle du pays, mais aussi à l'échelle internationale», a-t-il dit. «La grande force de Mbé, c'est toute sa dimension immatérielle, encore extrêmement forte...Le fait que Mbé reste un village enclavé, de taille modeste, avec quelques



Pendant l'audience

centaines d'habitants seulement, dans un cadre naturel encore exceptionnel, avec des populations d'éléphants qui se réfugient encore dans certaines forêts...Le fait que l'immatériel soit très fort et que les forêts respectées, donc il y a cette crainte de transgresser quelques interdits...Toutes les initiations permettent aux populations d'avoir un lien fort avec la nature. Certes, les forêts de

Mbé ne sont pas les seules forêts sacrées qui existent au monde...Mais il suffit juste de trouver un angle d'attaque pour démontrer que Mbé apporte quelque chose de plus sur la liste du patrimoine mondial», a expliqué l'expert de l'UNESCO en la matière. Pour qu'il aboutisse, le dossier de Mbé a encore fort à faire. «Il faut être patient. Les dossiers sont déposés le



Photo de famille après l'audience

31 janvier de chaque année. L'état d'avancement dans la préparation de la documentation indique qu'il y a encore peu d'éléments pour l'instant. Il paraît peu probable que le dossier puisse être présenté en janvier 2023. Nous misons sur janvier 2024. S'ensuit un processus administratif par l'UNESCO qui prend quelques mois pour vérifier la validité technique du document, s'assurer que

toutes les parties ont été remplies, ensuite ils envoient une contre-expertise si ce qu'on a mis est véridique... Et donc, il faut espérer juillet 2025 pour voir ce processus

aboutir», a conclu Sébastien Moriset, à l'issue de la réunion de travail. La délégation de l'UNESCO a aussi évoqué le mauvais état de la route qui pourrait constituer un frein au processus. Puisqu'aussi bien, l'accès au domaine de Mbé, surtout en période de pluies, est extrêmement pénible.

Marcellin MOUZITA

LIVRE

Pascal Ulgach Moumba publie son deuxième roman

Natif du Congo-Brazzaville et séminariste de l'archidiocèse d'Owando, Pascal Ulgach Moumba est étudiant au Grand séminaire de théologie Cardinal Emile Biayenda. Après le roman «Scandale dans mon pays», il vient de publier «Les blessures incurables de mon passé», aux éditions Muse. Entretien.

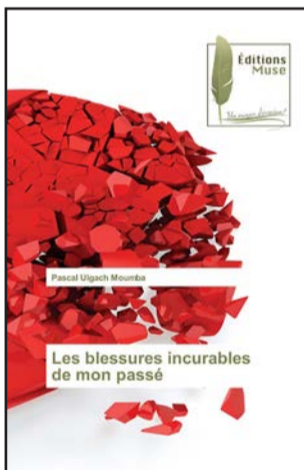
*Avec la parution de votre second roman, avez-vous le sentiment du devoir accompli?

**Je ne pense pas. Il est question d'une passion et non d'un devoir. Il est vrai que n'importe qui peut oser produire une œuvre littéraire, mais, tout le monde ne peut pas être passionné de littérature. Notre société, avec la mondialisation et surtout l'influence du modernisme, semble écarter les valeurs essentielles de la vie humaine qui obligent, d'une manière ou d'une autre, à consentir quelques sacrifices, à se laisser interpellé face aux divers maux qui s'enfargent dans des mutations contradictoires et inattendues. Dans ce sens, naît donc le sentiment de faire quelque chose qui, au fil des temps, pourrait devenir une passion. Et, la passion c'est comme un don qui est en nous, à nous de le découvrir, de le fructifier et de le transformer en quelque chose de noble pour un intérêt commun. Ce don, ne disparaît qu'à notre mort. Voilà la passion, elle est avec nous et ne cesse d'être avec nous que lorsque nous

ne serons plus là. Je suis donc passionné de littérature, et cette passion m'a donné, avec le temps, de produire et de continuer à produire des œuvres littéraires qui plaident pour un retour aux valeurs humaines essentielles, celles du respect de la personne humaine, de son intégrité physique, morale et spirituelle, et surtout, de la resocialisation de l'homme qui a perdu les bases fondamentales de la vie. Je continue à me laisser guider par le bateau de cette passion qui m'anime, jusqu'à ce qu'il ne chavire.

*Le roman que vous venez de publier est-il une autobiographie ou une simple fiction?

**«Les blessures incurables de mon passé», ce titre a a priori un sens très ambigu. On a l'impression qu'il s'agit d'une biographie de l'auteur, malheureusement, non. Il faudrait parcourir l'ensemble du livre pour le comprendre. Je laisse donc la possibilité aux lecteurs de prendre connaissance du récit. Dans son ensemble, le roman traite des questions liées à l'abus sexuel (avec Divine qui en est la victime et en a



La couverture du nouveau roman

subi pendant plusieurs jours, avant de prendre la poudre d'escampette), la gabegie financière (avec l'image du général Ndibila qui est mise en exergue. Il y a aussi sa seconde épouse qui, en l'absence de son époux, trouve satisfaction à dépenser tout l'argent qu'elle a pour attirer des jeunes en vue d'une intimité. Tous les démunis qui croupissent à sa porte, sont tous révoqués d'un ton austère de sa part), la maltraitance de la veuve (qui est considérée comme un objet de rebus après le décès de son époux. Nombreux sont ceux-là qui se cachent derrière cette prétendue tradition pour infliger un traitement inhumain aux femmes veuves, sous prétexte qu'il s'agit d'une recommandation des ancêtres...), et enfin la consommation excessive et abu-

sive d'alcool (dûe à la surproduction des boissons dans les brasseries, et qui entraîne la jeunesse à sa perte). Voilà un peu l'idée générale de cette œuvre littéraire.

*D'où tirez-vous l'inspiration pour écrire vos ouvrages?

**J'avoue que lors de ma toute première publication «Scandale dans mon pays», j'ai été frappé par la lecture d'un roman écrit par Ludovic Julien Kodja qui nous a quittés l'an dernier, roman intitulé: «Mes larmes coulent en silence», dans lequel le narrateur, à la chute de son récit, finit par tuer Dorisca, une jeune nonne, qui à mon avis, fut innocente, nonobstant l'irréparable qui s'était produit entre elle et l'abbé Briano (personnage principal). J'ai été donc déçu par cette attitude du narrateur qui semble injuste à mes yeux. Aussitôt, j'ai donc eu ce sentiment d'écrire une histoire similaire en guise de réponse à Ludovic Julien Kodja. Malheureusement, je n'ai pas réussi à cet effet. J'ai plutôt poursuivi la rédaction de mon ouvrage. A chaque étape, j'avais toujours ce sentiment de répondre à Ludovic Julien Kodja, ou de le rencontrer un jour afin de discuter avec lui. Pour éteindre ce désir de lui répondre, il me fallait tuer le personnage principal de mon récit (l'abbé Emile) bien qu'innocent, et sa



L'écrivain Pascal Ulgach Moumba

mère y comprise. Dès lors, je me suis approprié ce style de Ludovic pour l'ensemble de mes textes. Aujourd'hui, pour avoir lu et relu «Mes larmes coulent en silence», je trouve que Ludovic Julien Kodja, l'une de mes sources d'inspiration, a eu raison de donner la mort à Dorisca, devant la douleur insupportable qu'elle endurait.

*Pourquoi le genre romanesque comme moyen préféré d'expression pour le futur clerc que vous êtes?

**Le roman est le mieux adapté pour une lecture, lors d'un voyage, en bateau, en voiture ou par avion. On exprime mieux ses idées dans le roman qu'ailleurs. C'est un genre pour lequel j'ai beaucoup de passion. Il permet de mieux s'exprimer, de dire et de faire dire à travers les personnages

principaux ou secondaires, de dévoiler ce qui est voilé par notre espace de vie. Je n'ai découvert le roman que lorsque j'ai été admis au Moyen séminaire Saint Pie X de Makoua. Là-bas, les formateurs avaient mis au point un système d'étude qui nous obligeait à résumer un livre toutes les deux semaines pour les anciens, et chaque mois pour les nouveaux que nous étions. C'était un système assez difficile pour moi qui venais d'arriver, et qui n'avais jamais lu un roman par le passé. J'ai été donc récupéré par l'un des anciens, qui à force de nous brimer (intellectuellement) m'a donné le courage d'affronter le livre et le sens de la lecture. Je me suis laissé conduire par cet aîné qui m'a beaucoup aidé pendant que je trébuchais dans ce système de lecture et de résumé. Le tout premier roman que j'ai lu dans ma vie s'intitule: «Les aventures de topé l'araignée» de Touré Théophile Minan, dont je garde le résumé jusqu'à ce jour. Ont suivi «Les bouts de bois de Dieu» de Sembène Ousmane, puis «Matricule 22» de Patrice Lhoni, etc. A partir de ce moment, j'ai donc ouvert mon cœur à cette passion, celle de la lecture du genre romanesque. On pourrait ainsi dire avec Louis-Philippe de Ségur que «lorsqu'on ouvre le cœur humain à une passion, les autres y pénètrent». Ma passion pour la lecture s'est transformée en passion pour l'écriture.

Propos recueillis par Aubin BANZOUZI

HOMOLOGATION DES STADES DE FOOTBALL

L'horizon se dégage pour le stade Massamba-Débat

Le Stade Président Alphonse Massamba-Débat est paralysé jusqu'à la fin du mois de mai pour cause de chantier. En effet, dans le cadre des travaux de réhabilitation exigés par la CAF pour que ce temple du football congolais soit homologué pour accueillir à nouveau les matchs internationaux, à commencer par ceux du début des éliminatoires de la CAN 2023 en juin prochain, le stade doit subir un lifting partiel. C'est la réponse des pouvoirs publics aux préoccupations immédiates du football congolais à l'orée des éliminatoires de la CAN-Côte d'Ivoire 2023.

A un peu plus d'un mois du match Congo-Gambie, de la deuxième journée de ces éliminatoires, les autorités nationales, les dirigeants de la FECO-FOOT (Fédération congolaise de football), les techniciens de Zheingwei (réfection et équipement des vestiaires et des gradins) et ceux de GCC Sport Surfaces (spécialisée dans l'amélioration des pelouses synthétiques) se sont lancés dans une véritable course contre la montre pour livrer le chantier du Stade Massamba-Débat avant l'échéance cruciale, afin d'éviter que cette première rencontre à domicile ne soit délocalisée à l'étranger.

Le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, qui s'y est rendu pour se rendre compte du début effectif des travaux le vendredi 6 mai dernier, à la tête d'une délégation composée entre autres des ministres Jean-Jacques Bouya, en charge des Grands travaux, et Hugues Ngouélondélé, en charge des Sports, a affiché son optimisme quant au respect des délais. «*Nous nous employons pour que très vite des compétitions internationales se tiennent ici comme elles ont déjà eu lieu par le pas-*



Le Premier ministre visitant le stade Alphonse Massamba-Débat

sé. *Il n'y a aucune raison que nous puissions nous sentir hors délais*», a déclaré le Premier ministre. «*Nous avons espoir que ces matchs se joueront en terre congolaise. Et le Président de la République a donné des instructions fermes pour que les conditions soient réunies pour que nous n'ayons pas à subir une délocalisation des matches que l'équipe nationale livrera (NDLR : matchs à domicile)*», a rassuré le chef du Gouvernement.

Le Stade Président Alphonse Massamba-Débat, faut-il le rappeler, souffre d'un certain nombre d'anomalies ayant poussé la CAF à le placer sur sa liste noire en octobre dernier, ce qui prive le Congo de matches internationaux à domicile. Ce stade ne remplit plus le minimum de critères à respecter, en particulier sur la pelouse de jeu, les vestiaires, l'éclairage de terrain, les tribunes de presse, les zones mixtes, et plus largement les normes de sécurité. Les ouvriers travaillent chrono-

en main et les yeux rivés sur le calendrier. Le travail sur la pelouse est déjà terminé depuis le 7 mai. Le technicien de GCC Sport Surfaces, Richard Brace, s'était donné 72 heures pour améliorer sa qualité. Les fibres étaient écrasées par manque d'entretien. Il a renforcé les granulés sur la pelouse et effectué plusieurs passages de balai-brosse, rendant ainsi droit le gazon. Il reste à solliciter de la FIFA la licence requise. Pour l'obtenir, un laboratoire accrédité viendra vérifier que le gazon est désormais conforme aux exigences de qualité fixée.

De son côté, Zhengwei technique Congo compte achever la première phase des travaux des vestiaires (trois, dont un pour les officiels et deux pour les équipes), avant la fin de ce mois, d'après Zhao Bao Jun, directeur technique de cette société. Chaque vestiaire doit être ensuite équipé d'un nombre minimal d'équipements. D'autres travaux sont à réaliser. Ils concernent l'éclairage de

terrain, les installations de premier secours et de traitement pour les joueurs et les officiels, les zones de travail des médias, les tribunes et installations pour les spectateurs, etc. Outre le Stade Massamba-Débat, le Premier ministre a visité le même jour le Complexe sportif La Concorde de Kintélé qui a subi un vandalisme des plus scandaleux après avoir abrité les 11es Jeux africains en 2015. Il a demandé de tout mettre en œuvre pour sa réhabilitation. Là-bas aussi, les travaux ont commencé.

Au-delà de la réhabilitation des infrastructures sportives, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso souhaite engager le pays dans une politique de gestion et d'entretien par une société à créer. Et cela, pour tenter de mettre fin au cycle construction-destruction-reconstruction, a souligné Anatole Collinet Makosso.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

PRESSE

Georges Bweillat, du micro à la plume

Journaliste de radio (Radio Pointe-Noire) d'abord, plusieurs années durant, de presse écrite ensuite et auteur de livres dédiés aux sportifs, Georges Bweillat revient sur sa mutation du micro à la plume. Interview.

***Comment êtes-vous entré dans le cercle de la communication ?**

**Le virus de la communication est dans mon sang depuis ma naissance. Encore élève au collège à Dolisie, j'étais déjà correspondant régional de la Voix de la révolution congolaise aux côtés de Jean Gilbert Foutou et Ibahi-bahis. Arrivé au Lycée Karl Max de Pointe-Noire, j'ai collaboré à la radio régionale comme pigiste, avant d'être intégré en 1979. J'évoluais aux côtés de Fidèle Stalgar Diahomba, Serge Gabriel Moulélé, Auguste Mpassi Moubia, etc. J'ai passé plus de quarante-ans à Radio Pointe-Noire. Hormis la radio, j'étais aussi correspondant de "La Semaine Africaine" avant d'être rejoint par Jean Banzouzi-Malunga « Bonisseur ».

***Après plusieurs années d'exercice du métier, tu fais valoir tes droits à la retraite. Quels sont les plus beaux souvenirs que tu gardes de cette aventure ?**

**J'ai passé de très belles années. Quand le Congo a gagné la Coupe d'Afrique des nations de football en 1972 à Yaoundé, j'étais encore au lycée Victor Augagneur. Mais, bien que pigiste, j'ai fait partie de la tournée nationale des héros de Yaoundé pour présenter le trophée continental à la population congolaise, à Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi, appelé à l'époque Jacob. Plusieurs fois on m'a envoyé en reportage à l'extérieur du pays, notamment au Niger, en Afrique du Sud, en Angola, au Cameroun, au Tchad, au Maroc, au Gabon, en RDC (ex Zaïre), etc.

***Auriez-vous aussi eu des mauvais moments ?**

**Ah ! Bien sûr que oui ! J'avais fait la retransmission en direct du match de la finale de la Coupe du Congo entre Diables noirs et Patronage. Il y eut une coupure d'électricité au niveau de Pointe-Noire. Le match continuait d'être retransmis sur la chaîne nationale. Les supporters des Diables-Noirs habitant le quartier Mpaka 120, avaient cru que c'est moi qui avais fait couper l'électricité afin qu'ils ne puissent plus suivre le match. Très fâchés, une bonne partie d'entre eux ont décidé de se ruer vers mon domicile, à Mbota où j'habitais encore. Dieu merci, en cours de chemin, au niveau du bar Jolis soirs, leurs collègues jubilaient parce que leur équipe venait de remporter la Coupe. Ils avaient continué à suivre la rencontre sur la chaîne nationale. Ils n'étaient plus arrivés à mon domicile. S'ils n'avaient pas croisé cet autre groupe de supporters, mon domicile aurait été saccagé pour rien !

***Tu es auteur de plusieurs livres sur le sport, qu'est ce qui peut expliquer un tel intérêt ?**

Quand on reçoit un invité dans un studio de radio, après l'émission tout s'efface. Mais, quand vous écrivez un article ou un livre, les gens peuvent le lire autant de fois, de jours, de mois et d'années qu'ils voudront. Les écrits restent. J'ai donc adopté cette méthode.

***Combien d'ouvrages as-tu déjà publié ?**

**Dix, au total : Congo 50 ans de football continental; Paul Sayal Moukila, l'unique ballon d'or congolais. J'ai aussi écrit sur François M'Pelé, l'AS Cheminots, Diables-Noirs, l'AC Léopards, vainqueur de la Coupe de la Confédération 2012, V.Club-Mokanda etc. Aujourd'hui, je suis en train d'écrire un autre livre sur les grands footballeurs congolais qui se sont illustrés de l'indépendance à nos jours. La parution ne saurait tarder. C'est grâce à ces multiples publications que j'ai pu acheter une parcelle et construire. En tout cas, je me sens à l'aise quand j'écris et je me suis fait un petit nom dans le giron du football congolais grâce à ça.

Equateur Denis NGUIMBI



Georges Bweilla

FOOTBALL/ CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

Otohô, champion avant l'heure!

Le championnat national d'élite Ligue 1 touche progressivement à sa fin. L'AS Otohô est en train de dominer de la tête et des pieds. A trois journées de l'épilogue, l'équipe fondée par le PDG de la SNPC s'est déjà emparée de la couronne.

Grâce à sa victoire aux dépens d'Inter Club (2-0), lundi 9 mai dernier, l'AS Otohô compte désormais 56 points et, de ce fait, ne peut plus être dépassée par son poursuivant immédiat. Et elle n'attend plus que la dernière journée pour célébrer, officiellement, son cinquième titre d'affiliée.

Il y a quelques semaines encore, l'AC Léopards de Dolisie

caracolait en tête de classement. Cela appartient au passé. Les Fauves du Niari n'ont pas su gérer leur avance. Aujourd'hui, le leadership de l'AS Otohô est établi. Il ne souffre d'aucune contestation. Parce que, même en perdant les trois derniers matches qu'il lui reste à livrer, elle est à l'abri d'une quelconque surprise désagréable. Sa marge de sécurité est telle qu'elle pourrait même déclarer forfait. Mais les poulains du coach Badra n'entendent pas le faire, ce n'est pas sportif ! Aussi vont-ils les disputer avec la même hargne.

Qui sera deuxième ? Gros comme un ballon est le point d'interrogation. Deux candidats potentiels sont en lice : AC Léopards (47 points) et Diables-Noirs (43 points). Ain-

si s'annonce impitoyable le dénouement du championnat pour ces deux protagonistes qui ne vont plus s'affronter directement, mais ils le feront par adversaires interposés. Chacun va surveiller l'autre. Ils ont trois journées pour être fixés sur leur sort ; leur éventuelle participation à une Coupe continentale en dépend. D'autres équipes, menacées de relégation, tiennent à leur maintien. Il s'agit notamment du FC Nico-Nicoyé et de Patronage Sainte-Anne. Ce qui est sûr, c'est que l'un sera astreint aux barrages. Cette perspective leur donne des ailes.

En attendant cette échéance, on en était ces derniers jours à la vingt-troisième journée. Une journée longue comme ça. Elle a débuté jeudi 5 mai

au Stade de l'Unité de Kintélé où JST a pris le dessus sur FC Nathaly's (2-1), tandis que samedi 7 mai, Nico-Nicoyé et l'AC Léopards prenaient le chemin du nul (0-0) au Complexe sportif de Pointe-Noire. Dimanche 8 mai à Kintélé : match nul entre FC Kondzo et Etoile du Congo (2-2), d'une part, et entre CARA et Diables-Noirs (1-1), d'autre part. Le deuxième match s'est terminé sous la pluie.

Pendant ce temps à Pointe-Noire, V.Club-Mokanda s'imposait aux dépens de l'AS BNG (2-1). Enfin, lundi 9 mai à Kintélé, Inter Club est tombé devant AS Otohô (0-2), tandis que Patronage Sainte-Anne a été tenu en échec par l'AS Cheminots de Pointe-Noire (2-2).

Jean ZENGABIO

BASKET-BALL A BRAZZAVILLE

Les championnats de basket-ball de la Ligue de Brazzaville étaient à leur septième chapitre le week-end dernier. Et comme à chaque journée, plusieurs rencontres étaient au programme avec des fortunes diverses pour les équipes. En voici quelques résultats :

Seniors hommes : RCO-Anges-Noirs BC II (74-58), Inter Club-Patronage Sainte-Anne (80-56), Liber BC-Anges-Noirs BC I (83-73), CARA BC-AS -Otohô Basket (73-61), Avenir du rail-Diables-Noirs BB (56-30), BCM-AS Thomas (66-51), AS La Grandeur-Etoile du Congo (62-67), RBC-Ombre Céleste (00-20/Forfait).

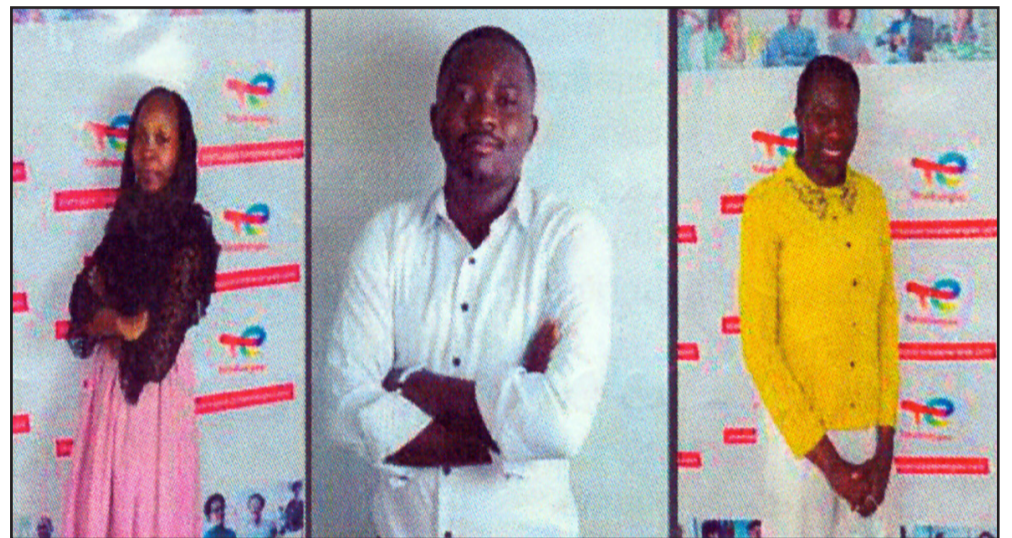
Seniors dames : Brazza Basket-Anges-Noirs (49-29)

Juniors hommes : Avenir du rail-Inter Club (50-39).

CHALLENGE STARTUPPER 2022

Trois lauréats sur quinze finalistes congolais!

C'est la moisson, pour le Congo, de la troisième édition du Challenger Startupper de l'année organisée par TotalEnergies Marketing Congo! Ayant pour volonté d'accompagner les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses, le Challenger Startupper, pour sa troisième édition, s'est recentré sur l'Afrique. 32 pays y ont pris part. Entre autres, l'Afrique du Sud, la République du Congo, l'Angola, le Cameroun, le Botswana, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Nigeria, la R.D.Congo. 34.513 inscriptions et 13.885 dossiers complets ont été enregistrés sur la plateforme. Et, 491 finalistes, au total, ont "pitché" devant des jurys locaux.



Meilleure entrepreneuse

Meilleur startup de moins de 3 ans

Meilleur projet de création d'entreprise



Pendant la conférence de presse avant la cérémonie de remise des prix



Les lauréats posant avec des membres du jury, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo et l'ambassadeur de France, François Barateau.

À l'issue de la sélection des lauréats, trois Congolais ont été distingués au cours d'une cérémonie officielle de remise des prix, le 5 mai, à Brazzaville. «La 3^e édition du Challenge Startupper a réuni des jeunes entrepreneurs et entrepreneuses africains âgés de 18 à 35 ans et ayant la nationalité de l'un des 32 pays participants, tout comme des entrepreneurs porteurs de projets de création d'entreprises ou ayant créé une startup innovante ayant moins de trois ans, avec un impact positif sur leurs communautés et sur la planète quel que soit le secteur d'activité», a indiqué Gregory Poetschke, le directeur général de TotalEnergie Marketing Congo. Avant de souligner que le Challenge Startupper réaffirme l'engagement de son groupe à soutenir le développement socio-économique au Con-

go, à travers l'appui apporté aux entrepreneurs et entrepreneuses les plus innovants, dans la réalisation de leur projet. «TotalEnergies investit à la fois ses moyens financiers et humains pour les accompagner de manière directe à faire grandir leur projet. Les lauréats bénéficieront jusqu'à la fin de l'année d'un coaching par des professionnels qui vont les aider à structurer leurs projets, à les rendre efficaces, à se poser de bonnes questions sur la façon de financer leurs activités, à faire des études de marché, tout comme à renforcer la gestion comptable». «Les jeunes entrepreneurs, lauréats, recevront chacun une aide financière de 5.000.000 Francs CFA. Ils bénéficieront également d'un accompagnement personnalisé pour le développement de leur projet et d'une visibilité média-

rique pour les faire connaître», a-t-il assuré. La ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, marraine de cet événement, saluant l'engagement de TotalEnergies disposé à soutenir les jeunes congolais et le processus de diversification de l'économie nationale, a déclaré: «Il s'agit de mettre en avant tout ce que le Gouvernement fait avec ses partenaires pour la promotion de l'entrepreneuriat dans le pays. Nous sommes dans une course vers la relance de l'économie nationale et cela passe par les très petites, petites et moyennes entreprises». Les 15 candidats retenus en République du Congo pour la finale du concours l'ont été au terme du processus de sélection des dossiers soumis. Leurs projets ont été sélectionnés parmi les

13.885 enregistrés sur la plateforme. Une phase de vote "share for likes", combinée à un scoring automatisé, a permis de retenir dans un premier temps, pour chaque pays, 90 meilleurs dossiers. Des professionnels de l'entrepreneuriat social les ont évalués pour ne retenir que les 15 meilleurs dans chaque pays. Ceux-ci, devant un jury local d'experts et pendant deux journées "pitch", ont présenté leurs projets. Au Congo, le jury, composé de profils différents, a annoncé, au final, trois lauréats parmi les quinze finalistes. Ils ont été récompensés de belle façon dans un hôtel de Brazzaville par TotalEnergies Marketing Congo, en présence de la ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du sect-

eur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, du directeur général de TotalEnergies Marketing Congo, Gregory Poetschke, et de l'Ambassadeur de France, François Barateau. Il s'agit de: Christ Valexy Malanda Ngoko, prix de la meilleure startup de moins de trois ans, pour son startup Andrewtek créée en 2021, spécialisée dans la mise en place des solutions d'optimisation énergétique sur les bâtiments tertiaires et résidentiels, avec pour mission d'aider les entreprises, ainsi que les ménages, à réduire à la fois leurs empreintes carbone et leurs consommations électriques; Edith Nanette Diba, prix du meilleur projet de création d'entreprise, pour son projet d'une chambre froide modulaire positive "Plug and play" à éner-

gie solaire pour le stockage et la conservation 24heures/24 et 7jours/7 des aliments périssables (fruits et légumes) dans les marchés domaniaux et dans les zones et sites agricoles; Bellina Andress Loemba, prix de la meilleure entreprise pour son idée de développement d'un service inclusif de paiement à l'utilisation qui rend le gaz-GPL disponible pour tous les ménages et les familles à faible revenu grâce à une solution de comptage intelligent, donnant ainsi l'accès à une énergie de cuisson plus propre, une alternative plus saine et plus verte. En rappel, pour la République du Congo, 1.188 inscriptions ont été enregistrées dont 538 dossiers déposés.

•••••